



EGLISE-WALLONIE

Bulletin n° 10

SUBJECTIF

LETTRE DE LA JEC SUP

n° 15 - septembre 1994



FONDATION BAUSSART

numéro spécial

POUR UNE EGLISE DANS LA SOCIÉTÉ WALLONNE

Le Conseil Général de l'Apostolat des Laïcs (C.G.A.L.), les initiateurs du projet d'assemblée interdiocésaine du 25 septembre 94 et les évêques ont placé celle-ci sous le thème : «Foi et société»...

Bureau de dépôt : Louvain-la-Neuve

PASSEPORT

«L'homme libre est un homme que le monde interroge, et qui répond : c'est l'homme responsable»
(Emmanuel MOUNIER)

...Eglise-Wallonie, la Fondation Elie Baussart, la Jeunesse Etudiante Chrétienne dans l'enseignement supérieur (J.E.C. Sup), se félicitent de ce choix : il n'est pas de message du Christ vivant sans qu'il ne soit profondément enraciné dans la vie quotidienne, dans notre cas, celle des Wallons. C'est à partir de ceux-ci, à partir de nous, que les trois mouvements, associés à cet effet, proposent une réflexion qui permette de déplacer nos frontières comme y invitent les documents préparatoires à l'assemblée.

LA WALLONIE, UNE ET DIVERSE

La Wallonie est le fruit d'une évolution complexe. Inutile d'en présenter ici le détail ... le résultat est là. Les XIX et XXIème siècles ont produit une terre unie aujourd'hui par un destin commun : la Wallonie. Celle-ci est riche d'un passé majeur dans l'histoire européenne tant dans le domaine des arts, de la culture que de l'économie, une richesse construite par des hommes et des femmes d'ici et venus d'ailleurs.

Maintenant il y a une Wallonie, couvrant presque 17.000 km² où vivent près de 3.300.000 hommes, qu'il importe de saisir dans sa totalité et sans réticences. C'est à partir de cette réalité que doivent s'exercer et analyse et action, à la lumière de la Bonne Nouvelle annoncée par Jésus-Christ.

La Wallonie est plurielle, dans sa géographie, dans ses habitants tant du point de vue économique et social que philosophique et culturel.

La Wallonie d'aujourd'hui - comme Bruxelles - est le fruit d'immigrations successives depuis des millénaires, qui toutes ont nécessité l'adaptation réciproque des «habitants» et des nouveaux venus. Une brève analyse de ces mouvements montre que ceux-ci participent à la construction de l'identité régionale, que l'on songe par exemple à tout l'apport italien à l'économie et à la culture wallonnes d'aujourd'hui.

Au sein de la Wallonie même, l'immigra-

tion n'est pas également répartie tant du point de vue des nationalités que de la chronologie des mouvements d'immigration. La situation n'est pas identique si l'on considère les villes, les périphéries et les villages, il en est de même pour les différentes villes wallonnes.

Plurielle, la Wallonie est une. Il y a actuellement un territoire où vit une population. Il y a des institutions politiques qui sont l'expression politique de cette population. Certaines remontent à la création de la Belgique, d'autres au fractionnement de l'Etat belge. Parmi celles-ci, l'une prend de plus en plus de poids : la Région.

La Wallonie a une langue, le français qu'elle partage avec d'autres peuples soit de souche européenne (France, Québec, Suisse,...) soit ayant d'autres racines (Afrique, Asie,...). En même temps, des habitants de la Région wallonne parlent une autre langue, l'allemand; à un autre niveau de l'histoire collective, également constitutifs de son identité, survivent les parlers wallons tandis que sont présentes des langues d'immigrés récents.

BRUXELLES N'EST PAS LA WALLONIE ET VICE-VERSA

Entité exclusivement urbaine, métropole se situant au niveau mondial du fait des institutions européennes, connaissant un pluriculturalisme important et diversifié (une immigration provenant tant de pays riches que de pays pauvres), Bruxelles présente une situation unique et originale en Belgique tant vis-à-vis de la Flandre que de la Wallonie.

C'est au travers de la langue française que Bruxelles et la Wallonie vivent un enjeu commun, tant à propos du devenir de la Région bruxelloise, qu'au sein de la francophonie aux niveaux européen et mondial.

DES VALEURS ET UNE RECHERCHE DE SENS, CHRÉTIENNES

Sans doute, sommes-nous dans une de ces

périodes de l'histoire de l'homme où les choses se recomposent. Les structures économiques anciennes craquent sous les coups d'un libéralisme universel et autoritaire, s'étendant à tous les champs de l'activité humaine, jusqu'à l'information, bien devenu quasiment marchand et facteur de perte d'identité. Elles craquent également sous la pression des nouveaux facteurs de production et d'un processus sauvage de délocalisation à l'échelle planétaire. Elles sont confrontées à une nature qui se rebelle. Les meurtris, victimes de l'exploitation non contrôlée de la nature, se multiplient. Les souffrances des appauvris, ballottés par la crise économique, augmentent. Malgré l'abondance, stupéfiante et pleine de promesses, des moyens de communication écrits, parlés ou télévisés, l'ignorance des citoyens-spectateurs, soumis au sport nationaliste et mercantile, à l'information spectacle et voyeuriste, s'accroît.

Les frontières bougent. Ce n'est pas pour rien que le terme géopolitique est partout présent, de la commune à la région, à l'état, au continent. L'Europe redécouvre avec stupeur la guerre sur son territoire.

Les sciences, et particulièrement celles du vivant comme celles de la conception de matériaux nouveaux, connaissent un développement spectaculaire qui engendre des sentiments mêlés : enthousiasme sans réticence, inquiétude ou interrogations, rejet et regret d'un passé moins perturbé, etc.

Deux enjeux sont face à nous : d'une part celui d'une véritable vulgarisation scientifique dans et hors de l'enseignement pour éviter l'accaparement de la science au profit d'idéologies ou de la production économique sans frein, d'autre part celui d'un débat éthique permanent sur les sciences pour remettre l'homme au centre de la démarche.

Les valeurs - ce en quoi l'homme croit pour donner sens au mouvement de sa vie et de l'humanité -, après avoir été portées par de grands «corps sociologiques», s'atomisent. La recherche et l'expression authentique

tout comme le fondamentalisme y trouvent leur chemin.

L'Eglise, à l'image de ce monde - car elle est dans ce monde - a autant de difficultés que celui-ci à conjuguer unité et diversité, certitude qui fonde et doute qui approfondit, pérennité et changement.

Et pourtant, et là réside notre espérance, l'Eglise a une mission : être créatrice de sens et de vie, inscrire ce sens dans la réalité, notamment dans ce coin de terre qu'est la Wallonie.

DES OPTIONS POUR L'EGLISE EN WALLONIE

- Reconnaître la diversité en elle-même et dans la société

La richesse, forte et luxuriante, de l'Ancienne et de la Nouvelle Alliance ainsi que la Tradition autorisent la diversité des démarches individuelles et collectives au sein de l'Eglise.

Loin des jeux d'organisation visant l'approbation officielle, «l'imprimatur» de l'un ou l'autre ou de l'un contre l'autre, elle implique en profondeur le droit de démarche, de celui de mener un chemin libre de réflexion, et de disposer des moyens matériels pour toutes ces démarches.

Au niveau ecclésial, elle repose sur le rôle d'un évêque, qui ne soit pas gardien figé, mais nomade, à l'image des apôtres allant d'une communauté à l'autre, les écoutant en vérité toutes, les mettant face à face, les reliant.

- Préserver, valoriser et promouvoir la diversité de la Wallonie

Les expériences séculaires qui forment le tissu actuel de la Wallonie fondent la diversité de celle-ci.

Il ne suffit pas de reconnaître ce fait. Cette diversité ne doit pas être sauvegardée comme

un héritage qu'on enterre au fond de son jardin; elle ne doit pas non plus être utilisée contre la construction de la Wallonie, au nom de sous-régionalismes exacerbés proches du néo-féodalisme.

Au contraire, cette diversité est facteur de croissance individuelle et collective. Le renforcement du tissu associatif et de l'autonomie de celui-ci assure cette diversité. En parallèle, mais tout aussi impératif, est la reconnaissance par l'Eglise de l'existence de pouvoirs publics ainsi que d'organismes publics porteurs d'un projet de société, de la primauté de l'intérêt public, de la maîtrise des outils de régulation et de transfert au profit des exclus et des plus démunis comme de ce qui est éliminé du circuit strictement marchand.

- Créer des espaces de débat où puisse se construire l'unité des diversités

La reconnaissance des diversités n'implique pas une absence de débat, de confrontations. Notre idéal n'est pas un paysage lunaire où règnent le relativisme intégral, la confusion des mots, des idées et des expériences.

Dans ce débat, l'Eglise a un rôle historique : pour les chrétiens, retourner sans cesse au texte de l'Ancienne et de la Nouvelle Alliance et lire celles-ci au regard du monde.

Dans une société à fondement judéo-chrétien, sans monopole mais porteuse d'une partie de ce patrimoine, l'Eglise a une obligation de recherche de valeurs de vie et de questionnement par rapport aux sources de la société européenne. L'enseignement et la recherche en sciences humaines et en philosophie en sont les endroits privilégiés.

- Valoriser nos racines et s'ouvrir sur notre voisinage et toute l'Europe

De même que l'on accède aux valeurs culturelles universelles à partir de sa propre

famille, de sa propre histoire et de sa propre langue, il faut se ressourcer grâce à l'histoire du christianisme chez nous : à ses échecs et à ses difficultés (comme celle de ne pas avoir compris et assumé la dimension sociale de la révolution industrielle), à ses apports spécifiques à l'Eglise universelle et aux hauts lieux, et aux témoins modestes encore debout et vivants aujourd'hui, comme témoignage du passé et jalons pour l'avenir. Cet approfondissement vers l'intérieur va de pair avec une ouverture sur notre voisinage, et d'abord l'Europe, pour accéder au monde.

Alors que les frontières politiques et économiques s'estompent et que les voyages de proximité se multiplient, les contacts avec les diocèses voisins de France, d'Allemagne, de Luxembourg, et pas seulement de Flandre, doivent se développer; de même que dans une Wallonie, «région de l'Europe», il faut également majorer le rôle, pour nous, de la conférence épiscopale européenne.

- Reconnaître la communauté de destins qu'est la Wallonie

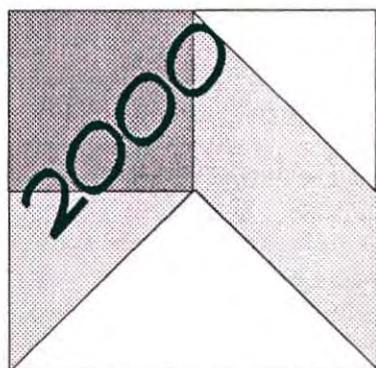
Au delà d'une acception forcée d'une réalité inéluctable, plus positive et audacieuse doit être l'attitude de l'Eglise en Wallonie en participant à la construction d'une identité wallonne basée sur le choix, l'adhésion. Elle doit, en tant qu'institution agissant en Wallonie, s'organiser à partir notamment de la dimension régionale : une conférence épiscopale wallonne, un diocèse du Brabant Wallon (comme d'une façon plus générale des diocèses à taille plus humaine), une radio-télévision catholique qui par son nom et son message soit tournée vers l'avenir wallon et non pas vers un passé révolu.

Dans une Wallonie, pluraliste et à construire, oser l'action à la lecture de la foi chrétienne. ■

POURQUOI UNE ASSEMBLÉE INTERDIOCÉSAINES WALLONIE - BRUXELLES ?

Par Geneviève Ryckmans

PASSEPORT



Lorsque le Conseil Général de l'Apostolat des Laïcs fut interpellé au cours d'une de ses journées de réflexion, en vue de créer des «Etats généraux» de l'Eglise Wallonie - Bruxelles, la réponse fut longuement mûrie mais fut affirmative.

L'objectif que nous voulons poursuivre est de nous rencontrer et de nous connaître, de nous parler et de nous découvrir dans la diversité de nos vies, de nos idées, de nos engagements; et enfin de dégager une attitude commune face aux grands défis de notre société. En effet, chacun, dans son diocèse ou sa paroisse, dans le service, l'organisation ou le mouvement dont il fait partie, développe son activité de chrétien. Parfois, des groupes de réflexion ou de véritables journées se sont mis en place dans les mouvements, mais aussi dans les paroisses, les doyennés ou les diocèses. Mais jamais encore les catholiques de Wallonie - Bruxelles ne se sont rencontrés à l'échelle régionale. Or nous avons pu vivre la richesse de ces échanges, dans d'autres pays, et même au niveau européen.

Nous avons demandé aux évêques francophones de Belgique de s'engager avec nous dans cette direction, et ils l'ont fait. Le groupe de références s'est donc constitué. Au sein du C.G.A.L., nous avons longuement réfléchi à la manière d'aborder cette journée: en faire un lieu de contact et de réflexion, ni un «congrès», ni une journée d'études, ni un concile, mais un lieu vivant de rassemblement en vue de dégager les objectifs du monde catholique de Wallonie - Bruxelles dans les années à venir.

Nous avons donc déterminé les thèmes de ce rassemblement. Notre Eglise vit au cœur du monde; nous sommes interpellés par la réa-

lité de notre vie quotidienne, par les problèmes de nos frères et sœurs, nous voulons leur apporter une réponse de foi, inspirée de l'Evangile. Cette dynamique nous a semblé prioritaire, car l'évolution du monde où nous vivons, l'avenir créé pour nos enfants sont pour nous inscrits dans notre vie religieuse. C'est donc autour de cinq thèmes majeurs - nos cinq défis pour l'avenir - que nous voulons nous rassembler. Bien sûr nous aurions pu nous orienter vers l'évolution interne de notre Eglise et sur la vie chrétienne, mais nous souhaitons plutôt placer notre regard vers l'extérieur.

Avec un regard de foi, et au cœur la pensée de tous les «exclus» de notre société, des gens en souffrance, avec aussi la conscience que nous vivons dans un monde pluraliste, étendu jusqu'aux extrémités de la planète, et qui attend notre témoignage de chrétien.

Nous voulons donc une réflexion en profondeur, et un témoignage de ce qu'ont réalisé des milliers de chrétiens humblement engagés dans les domaines les plus variés. Car c'est cela la richesse de notre diversité. Nous voulons aussi que cette journée soit un tremplin pour construire une société plus juste, plus ouverte au regard de Dieu, plus bâtie sur la Charité. Peut-être alors aurons-nous le désir plus tard de nous rencontrer à nouveau sur d'autres projets ? ■

Geneviève Ryckmans est membre du Conseil Général de l'Apostolat des Laïcs. Elle a fait partie du groupe de référence pour l'Assemblée Interdiocésaine Wallonie - Bruxelles.

“LES OEILLETS ONT DÛ S’OUVRIR QUELQUE PART”

Par Gabriel Ringlet

Vous me demandez ce que j’attends de Passeport 2000 et pourquoi le choix de Louvain-la-Neuve ?

Je trouve particulièrement heureux qu’un rassemblement comme celui-là se passe en un lieu frontière : une des plus vieilles universités d’Europe dans une des plus jeunes ville du monde ! J’ai toujours beaucoup aimé cette conjugaison-là, entre la profondeur des racines et la nouveauté des technologies les plus avancées. C’est d’ailleurs ce qu’exprime le nom même de Louvain-la-Neuve : l’ouverture et l’enracinement.

Quelle chance, dans une ville aux cents visages (105 nationalités y sont représentées) d’y accueillir une foi au cœur multiple.

Il y a urgence, car nous vivons des jours où le découragement la lassitude, la fermeture semblent l’emporter. Les sectes et les extrêmes-droites en jouent avec habileté.

Comment exister quand l’économique écrase ?

Comment parler quand le politique se tait ?
Comment allumer quand le religieux éteint ?

Comment s’ouvrir quand tout se ferme ?

Voilà, je crois, la question difficile du moment. Et j’attends de Passeport 2000 qu’il l’aborde en toute franchise.

Nous sommes entrés, observe Emile Poulat, dans un “nouveau monde”, “post-chrétien”. L’ordre divin ne commande plus. “L’inscription sociale” du christianisme est partout observable. Mais comme une trace. L’homme “post-moderne” ne combat pas Dieu. Non de guerre lasse, mais parce que la

religion devient “illisible”.

C’est ce que constate aussi le poète Jean-Claude Renard qui souligne l’urgence de “*retrouver un sens capable de nous concerner encore*”.

Et l’archevêque de Milan, le cardinal Martini n’est pas loin de ce propos-là lorsqu’il décrit la situation d’incertitude, de mouvance, de désert, qui est la nôtre aujourd’hui. “*Pour l’Eglise elle-même, dit-il, la situation est inédite (...). Les points de repères ne nous sont plus donnés de l’extérieur comme à l’époque du communisme. C’est à l’intérieur de soi que le travail est à faire*”.

J’attends de Passeport 2000 qu’à travers la fête, l’animation et la réflexion, l’humour et le jeu plus que le “sérieux”, ce “travail intérieur” soit valorisé.

J’attends de Passeport 2000 une parole vive, plurielle, ouverte à la confrontation, attentive à la contradiction.

J’attends de Passeport 2000 un encouragement à l’invention, à l’imagination, à l’accueil de l’imprévisible comme disait Malraux. Parce que la fameuse prophétie du grand homme d’Etat - “*Le XXI^e siècle sera religieux ou il ne sera pas*” - a été largement déformée. Malraux a surtout dit : “*Préparez-vous à l’imprévisible!*” En écho, mais avec humour, le pasteur protestant Jacques Ellul, qui vient de nous quitter, dénonçant tous les fanatismes religieux qui nous assaillent, s’est exclamé : “*Le XXI^e siècle sera religieux et donc il ne sera pas!*”

C’est bien dans ce contexte-là que je voudrais souligner l’importance d’un rassemblement comme Passeport 2000, et en préciser l’esprit.

Me comprendrez-vous si je parle de l’urgence du spirituel ? Non pas contre l’économique. Non pas contre le politique. Non pas contre le technologique ou le religieux mais

“au cœur”, avec. Je dis bien le spirituel, pas le dévotionnel. Celui des mystiques qui concerne les laïcs autant que les chrétiens. Un spirituel de plein vent. De résistance et d’attention.

Peut-être avez-vous entendu parler de cette exposition de poèmes, dans le métro de Paris, intitulée “Le temps des cerises” ? Une amie poétesse, Colette Nys-Mazure, m’a offert un texte qu’elle avait recopié entre deux stations. L’auteur turc, Nazim Hikmet, est en prison lorsqu’il écrit :

“*Un sentier ensoleillé s’en va à travers les mûriers*

Je suis à la fenêtre de l’infirmierie.

*Je ne sens pas l’odeur des médicaments,
Les oeillets ont dû s’ouvrir quelque part.*

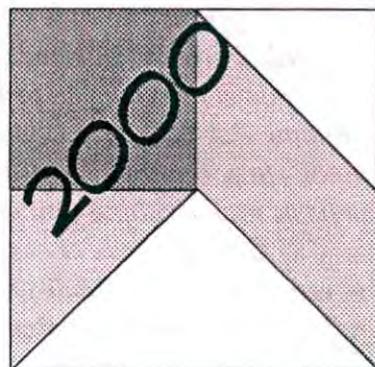
*Etre captif, là n’est pas la question,
Il s’agit de ne pas se rendre, voilà.”*

Ne pas se rendre ! Voilà tout le sens de Passeport 2000.

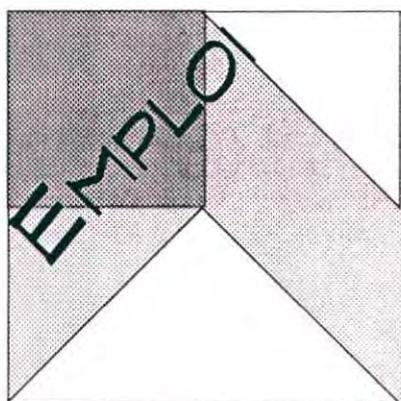
J’espère qu’à Louvain-la-Neuve, le 25 septembre, des oeillets vont s’ouvrir quelque part. ■

Gabriel Ringlet est vice-recteur de l’U.C.L.. Il a fait partie du groupe de référence pour l’Assemblée Interdiocésaine Wallonie-Bruxelles

PASSEPORT



MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE, ENJEUX DE L'EMPLOI



1. CHÔMAGE ET CAPITALISME MONDIAL

Un constat de départ s'impose : le nombre de chômeurs en Belgique se monte à 660 000. Dans le monde, il y a 1.1 milliard de personnes au chômage, sur une population active estimée à 3 milliards de gens. Pour stabiliser ce niveau de chômage en 2005, il faudrait créer 1 milliard de nouveaux postes de travail.

Il existe des logiques fortes qui expliquent la dynamique de l'inévitable dans ce domaine. Nous allons tenter de mettre en évidence l'existence d'une relation entre le processus de mondialisation de l'économie et l'ampleur du problème. Par ailleurs une deuxième question à laquelle il faut tenter de répondre est la suivante : est-ce que le système de capitalisme mondial a la capacité de résoudre les problèmes qu'il pose, ou faut-il des aménagements ? Si l'on considère que le but d'une société est de permettre à chacun d'être créateur de sens et que valoriser l'emploi donne un pouvoir d'achat mais aussi une dignité sociale à la personne, on est obligé de conclure que la présence d'un milliard de chômeurs représente de fait l'absence de créativité pour un milliard d'histoires.

2. QU'ENTEND-T-ON PAR MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE ?

La mondialisation de l'économie se caractérise par le fait que l'ensemble des facteurs qui déterminent la capacité individuelle et collective de créer la richesse (c'est-à-dire les biens instrumentaux ou de consommation) s'exercent à l'échelle planétaire.

L'ensemble des processus qui font qu'un nombre toujours croissant de produits et de services sont ainsi conçus, développés, produits, commercialisés, consommés, valorisés, maintenus par des agents économiques organisés à l'échelle mondiale, utilisant des normes et des standards mondiaux et déve-

loppant des stratégies mondiales pour ces produits. Par exemple, les composants d'une voiture proviennent d'au moins 20 pays différents; on a donc besoin d'un système pour s'organiser. C'est vrai également pour le système de réservation d'avion.

La mondialisation est particulièrement présente dans les mécanismes financiers et dans les marchés des capitaux. En effet, la capacité technique (informatique) et institutionnelle de gérer instantanément les flux permet les mouvements de masse des capitaux. Cette situation valable pour le capitalisme mondial est différente de celle qui prévaut pour la santé ou l'éducation (nécessité de la reconnaissance des diplômes, etc.), qu'on ne peut pas gérer instantanément.

La mondialisation accélère la multinationalisation de la production et des structures. Les entreprises ne sont plus multinationales, elles deviennent mondiales en ce qu'elles font partie d'un réseau. La mondialisation des marchés augmente même si les marchés restent hétérogènes. De la même façon, la mondialisation de la technologie entraîne la mondialisation de la science et de la connaissance.

3. PRÉDOMINANCE DE LA LOGIQUE DE L'ENTREPRISE

Le seul agent économique capable de se mondialiser, c'est donc le capital. En effet, les syndicats qui participaient à la négociation de la richesse nationale ne sont plus présents aujourd'hui au niveau mondial, entraînant la disparition de l'un des partenaires de la négociation. Par ailleurs, les États-nations ne contrôlent plus non plus l'économie mondiale; les pouvoirs publics se montrent incapables d'orienter cette économie. Il y a donc aujourd'hui prédominance de la logique et de la rhétorique de l'entreprise. L'objectif principal d'une entreprise est d'être efficace, c'est-à-dire de produire du profit, surtout pour les actionnaires, dans ce contexte où l'économie financière prend le

"Mondialisation de l'économie, enjeux de l'emploi" est le titre d'une conférence donnée par Riccardo Petrella (Docteur en économie et directeur du programme F.A.S.T. de la Communauté européenne) à Namur, au mois de mai dernier à l'initiative du C.N.C.D. Le texte ci-dessous se veut être un résumé de l'exposé fait à cette occasion. Il n'engage en rien Riccardo Petrella.

devant. Or les actions sont disponibles sur le marché mondial des capitaux et sont achetées par des Américains, des Japonais, des Européens, ... Le seul objectif de l'entreprise est donc de combiner les facteurs de production pour créer un profit maximal. Créer des emplois ne constitue pas sa préoccupation.

Par ailleurs, si l'on est d'accord pour dire que toute diminution de l'indemnité de chômage constitue une atteinte à la reconnaissance du droit de la personne au droit du travail, au niveau mondial, il n'existe pas de négociation à ce propos qui préserverait le droit à la dignité de la personne.

Au contraire, l'entreprise veut être libre au niveau mondial pour imposer ses règles. Celles-ci sont les suivantes :

- privatiser toute l'économie, ce qui s'accompagnera d'une accentuation de la mondialisation et permettra d'augmenter la rémunération du capital,
- déréguler le fonctionnement des marchés et empêcher les Etats d'intervenir par des dispositions légales,
- libéraliser l'économie nationale et éliminer les barrières aux échanges, car «l'augmentation des échanges augmentera la richesse du monde». Ce système accroît la richesse des riches et augmente la pauvreté des pauvres.
- imposer la loi de la compétitivité sans limites, qui est la condition permettant aux entreprises de se livrer une lutte impitoyable pour la domination de l'économie mondiale.

4. EMPLOI, TRAVAIL HUMAIN

Dans une économie mondiale motivée par la compétitivité, une entreprise ne répond à cette exigence de compétitivité que si trois conditions sont appliquées. Il faut :

- une réduction des coûts de production,
- une augmentation de la qualité des produits,
- une augmentation de la variété des produits.

La diminution du coût du facteur travail est le paramètre le plus important dans cette trilogie car le système actuel est basé sur la fiscalité du travail et des personnes. Les entreprises essaient donc de réduire le coût de ce facteur en remplaçant les gens par des machines. Ainsi on produit plus avec moins de personnes tout en augmentant la qualité des produits standards. Le remplacement du travail par la technologie devient un facteur clé de l'augmentation des profits, de la compétitivité. Il y a bien eu des tentatives de déplacer la fiscalité sur d'autres facteurs, tels que les écotaxes déplaçant la fiscalité sur les matières premières, l'énergie, ..., mais celles-ci ont échoué à l'heure actuelle.

Le développement des technologies permet de mettre dans les outils la connaissance des gens. Nous nous trouvons donc dans une économie incapable de donner du travail alors que l'on constate par ailleurs une augmentation de la richesse globale. Et, en même temps, on nous dit qu'il n'y a plus adéquation entre ces deux termes.

Un autre aspect est à souligner : la compétitivité se fait surtout entre les pays développés, saturés mais solvables. L'économie se mondialise donc le plus au sein de la mondialisation formée par l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. La situation de l'Afrique actuellement est inquiétante : en effet elle représente 0,9 % du produit mondial alors que sa population est de 10 % de la population mondiale. Le continent africain disparaît comme ensemble exportateur et se réduit en tant qu'importateur.

Un autre phénomène également important est celui des délocalisations, c'est-à-dire le fait que les entreprises se déplacent et s'installent là où les coûts de production sont les moins élevés, donc là où le facteur travail est le moins cher. Les entreprises ont besoin d'une main d'oeuvre flexible et mobile; il s'ensuit une exploitation de plus en plus grande du facteur travail, la précarisation des conditions de travail et l'augmentation de la pauvreté même si on crée plus d'em-

plois.

La richesse augmente, de pair avec la pauvreté et les exclusions sociales, c'est-à-dire le nombre de gens qui ne sont plus créateurs.

5. PROPOSITIONS DE CHANGEMENT

- Délégitimer la pertinence de la revendication du système économique capitaliste mondial d'être efficace. Il faut donc réfuter la légitimité du principe de compétitivité comme principe pertinent de régulation de l'économie nationale et mondiale. Ce principe doit être soumis à une logique de l'intérêt de tous.

- Passer d'une stratégie de production de biens pour la demande solvable à une stratégie de réponse aux besoins, aux droits des 8 milliards de personnes futures.

- Créer un fonds (100 millions par an) pour financer cette stratégie de rencontre des besoins des gens, à partir des banques publiques (Fond Monétaire International, Banque Mondiale, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement de l'Europe de l'Est) et constituer une réserve d'argent public pour mettre en oeuvre une politique de développement.

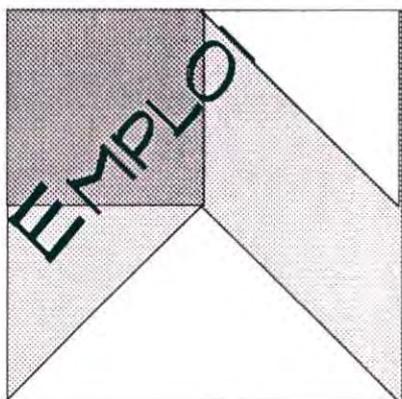
- Profiter du cinquantième anniversaire du F.M.I. et de la Banque Mondiale pour les transformer et créer un nouveau système, car ces institutions sont vieilles et ne répondent pas aux besoins du monde.

- Passer d'une Organisation Mondiale du Commerce (qui remplace le GATT) à l'Organisation Mondiale de Coopération et de Développement.

- Favoriser l'organisation des syndicats au niveau mondial, pour leur permettre d'assumer leur rôle de négociateur à ce niveau. ■

EMPLOI, CHÔMAGE ET CRISE ÉCONOMIQUE

Par Yves Wézel et Luc Vandendorpe



Le souci de parler de l'emploi au cours de l'Assemblée Interdiocésaine rejoint l'une des angoisses les plus partagées de notre société. Chômage, exclusion, société duale, ... font partie désormais de notre quotidien. Fermer les yeux sur cette problématique signifierait pour les chrétiens un refus de se laisser interpellé par des enjeux sociaux porteurs de souffrance.

*En préparation à l'Assemblée, la brochure *Le temps de l'emploi et l'emploi du temps* constitue à coup sûr une bonne synthèse des débats actuellement en cours autour de la réduction du temps de travail, du développement du secteur non marchand et de l'allocation universelle. Le fil conducteur de la brochure est celui du changement de société; changement à la fois constaté et souhaité. En effet, pour éviter l'émergence d'une société duale, il importe de promouvoir une société du temps choisi et du travail partagé. Dans cette perspective, chacun se retrouvera dans les conclusions et propositions, relativement générales, de la brochure.*

Cependant, évoquer la perspective de transformations sociales dans un texte court et général comporte un certain risque. Il apparaît difficile, en peu de mots, de définir la société actuelle et ses lignes de fracture, pour tracer sur ces lignes les perspectives de changements structurels.

Yves Wézel est économiste; il est membre d'Eglise-Wallonie. Luc Vandendorpe est également économiste; il est membre de la JEC SUP et de la Fondation Baussart, ainsi que du comité de rédaction de Subjectif.

*Le présent dossier vise, en quelques pages, à alimenter le débat suscité par *Le temps de l'emploi et l'emploi du temps*. Certains points, en particulier, méritent d'être étoffés ou nuancés. Telle est la contribution qu'Eglise Wallonie, la Fondation Elie Baussart et Subjectif veulent apporter aux travaux de l'Assemblée sur le chômage et la réduction du temps de travail.*

TEMPS CHOISI, CHÔMAGE CONTRAINT

Selon la loi du genre, le texte de préparation à l'Assemblée Interdiocésaine comporte un certain nombre de raccourcis que le présent dossier souhaite relever et approfondir, en guise de contribution écrite aux travaux de l'Assemblée du 25 septembre. Notre souhait est en effet d'éviter qu'un dialogue trop général ne devienne superficiel et sans signification.

DE QUELLE SOCIÉTÉ PARLE-T-ON ?

Sans doute peut-on s'étonner qu'un texte envoyé aux chrétiens de la Wallonie et de Bruxelles ne définisse et quantifie la société où ils vivent que du point de vue de l'entité "Belgique". Le taux de chômage en Wallonie et à Bruxelles est largement supérieur à la moyenne fédérale et traduit des situations largement différenciées entre les régions.

La diversité des situations socio-économiques des régions, particulièrement en matière de chômage, doit être prise en compte, d'autant que les Régions sont aujourd'hui dotées de compétences propres en la matière et mènent des politiques d'emploi différentes en fonction de leurs objectifs et de leurs contraintes propres.

La généralisation statistique comporte donc un risque de dilution, de perte de vue de la réalité sociale vécue dans chaque région. C'est pourquoi il semble impératif de se pencher sur la situation spécifique de l'emploi dans notre région, la Wallonie. En novembre 1993, le nombre de chômeurs complets indemnisés (C.C.I.) s'élevait en Wallonie à 207.520 unités². Cette donnée est à mettre en rapport avec les 182.507 C.C.I. de novembre 1992, ainsi qu'avec les 487.594 C.C.I. enregistrés dans l'ensemble de la Belgique en novembre 1993.

Selon cette comparaison spatiale, notre région apparaît comme particulièrement touchée par le chômage. Selon une comparaison temporelle, la situation actuelle s'avère particulièrement grave. En effet, la baisse du chômage observée entre 1987 et 1990 est totalement effacée par la crise de 1991-1993 et le chômage a atteint aujourd'hui un niveau inégalé.

Pourtant, si l'on examine l'évolution de l'économie wallonne en 1993, force est de constater que notre région a mieux traversé la crise que les autres entités de l'espace fédéral. La récession n'a atteint que - 0,5% en Wallonie, contre - 1,5% pour l'ensemble fédéral. Ces différences ne sont pas importantes. Elles sont cependant significatives. Pour la première fois en effet la Wallonie traverse moins mal une crise conjoncturelle que la Flandre ou Bruxelles. Quelque chose renaît. L'économie wallonne s'est restructurée ... mais à quel prix ?

La situation de l'emploi reste en effet préoccupante. Si l'on peut supposer que les entreprises se sont restructurées dans les années '80 - moyennant un coût social énorme - et qu'elles s'avèrent capables de faire face aux retournements de conjoncture, force est de constater que l'appareil productif n'est plus capable de créer de l'emploi en période de reprise.

Ainsi croît inexorablement le stock de chômeurs : le chômage ne diminue que faiblement durant les phases de haute conjoncture (- 10% en quatre ans entre 1987 et 1990) et s'emballa au moindre tassement (+ 17% entre 1990 et 1992).

LA CRISE DE LA WALLONIE INDUSTRIELLE

A l'intérieur de la Wallonie, des différences marquées s'observent entre le monde rural et le monde urbain. Ce dernier a en effet subi plus nettement la crise industrielle.

Spatialement la Wallonie urbaine s'étend principalement le long d'un axe Est-Ouest suivant le sillon industriel traditionnel. Les trois provinces qui s'étendent le long de cet axe à savoir le Hainaut, Namur et Liège, représentent 83% de la population active wallonne, 84% de l'emploi salarié wallon et 90% des chômeurs de Wallonie.

Entre crise industrielle, crise de l'emploi et restructurations en chaîne, la Wallonie urbaine est ainsi le lieu d'une lutte farouche entre les forces de dépression et celles de la reconstruction.

VISION PROSPECTIVE, VISION SOCIALE

Le constat posé ici rejoint largement l'analyse développée dans la brochure *Le temps de l'emploi et l'emploi du temps*. S'il n'y a pas de différence "technique" dans la compréhension du sous-emploi, émerge peut-être une divergence plus fondamentale, qui tient à l'objectif de l'analyse. La brochure d'introduction présente en effet une vision largement prospective, qui trace des pistes pour l'avenir, pour une société sans chômage. Cette prospective se situe cependant à un niveau de généralité tel qu'il pourrait s'appliquer indistinctement à l'ensemble du monde industrialisé.

Inversement, il est possible d'ancrer notre perception dans la situation vécue ici, en Wallonie. Une telle analyse conduit à un certain scepticisme face à la possibilité de sortir du chômage. Certains partis et mouvements politiques prônent une diminution drastique du temps de travail comme moyen de partage de celui-ci, mais il est à craindre qu'une telle mesure, à elle seule, s'avère peu performante en termes de création d'emplois. En effet, elle ne touche pas au problème essentiel de la substitution du capital au travail, c'est-à-dire le remplacement des travailleurs par des machines.

Cette substitution est actuellement provoquée par des différences de coûts relatifs entre le capital et le travail (les travailleurs coûtent plus cher que les machines) et ces différences de coûts proviennent en grande partie des charges fiscales différenciées pesant sur ces deux facteurs.

Suite au mouvement de libéralisation des capitaux et de l'unification du marché européen, le capital est en effet devenu de plus en plus difficile à taxer et les Etats font de plus en plus peser la charge fiscale sur le seul facteur travail.

La question est ainsi moins "Comment sortir du chômage ?" que "Pourquoi le chômage ?". Quelles sont les mutations économiques et sociales qui ont conduit des centaines de milliers de personnes dans les files de pointage ? Peut-on imaginer une société sans chômage sans avoir répondu d'abord à cette question ?

L'analyse des différences de coûts relatifs liés à des différences dans la charge fiscale qui pèse sur chaque facteur constitue l'une des pistes de réponse, mais sans doute pas la seule. Ce critère est cependant bien souvent déterminant dans le choix de location (ou de délocalisation) des entreprises. A cet égard, il est bon de savoir qu'en ce qui concerne les entreprises implantées en Wallonie, les délocalisations ne se dirigent pas prioritairement vers l'Asie ou l'Europe centrale et orientale, mais bien vers les Pays-Bas, l'Irlande et surtout le Royaume-Uni. Entre deux localisations proches et présentant les mêmes caractéristiques, les entreprises tendent naturellement à choisir le pays où les contraintes fiscales et sociales sont les moins lourdes. Les risques de concurrence fiscale ou sociale sont d'autant plus importants au sein de l'Union européenne qu'il n'existe pratiquement pas de réglementation harmonisée sur le sujet.

En résumé, en amont, le phénomène de

l'emploi et du sous-emploi est largement conditionné par des dispositifs institutionnels dont la maîtrise échappe partiellement à la Wallonie ou la Belgique. La touchante unanimité autour du Traité de Maastricht doit sans doute laisser la place à une démarche critique d'appréciation de ses implications et de ses dépassements possibles.

En aval, le sous-emploi constitue la principale menace sur le système fédéral de sécurité sociale, dont les recettes dépendent essentiellement du montant des cotisations et donc du nombre d'emplois.

Dès lors, plutôt que la vision d'une autre société basée sur une autre conception du travail et du temps, le défi d'aujourd'hui semble être plutôt d'agir sur les mécanismes en amont et en aval du sous-emploi, mécanismes producteurs non seulement de chômage mais d'exclusion sociale.

La question du sous-emploi est dès lors sans doute moins prospective, sociale ou économique que proprement morale, dans la mesure où elle interpelle nos attitudes face aux personnes les plus faibles de notre société.

Dans cette perspective, un mécanisme d'imposition juste et équitable, c'est-à-dire qui frappe autant les revenus du capital que les revenus du travail constitue un enjeu autant moral que social, qui permettra sans doute d'enrayer un des mécanismes de production du chômage et de l'exclusion sociale.

Par ailleurs, les tensions autour de la Sécurité Sociale risquent de conduire ceux qui ont un emploi, et dont le niveau de vie s'est dégradé depuis dix ans, à se replier sur la défense de leurs intérêts, préférant voir leurs mécanismes propres de protection sauvegardés, au prix de l'abandon des personnes les plus fragilisées parmi les sans-emploi.

Sans doute une vision morale des enjeux économique-sociaux d'aujourd'hui est-elle

la seule à même de garantir la solidarité et la cohésion sociale, en même temps que la survie à long terme de notre système social.

NOUVEAUX RISQUES D'EXCLUSION

Souligner que le chômage est producteur d'exclusion sociale constitue aujourd'hui un lieu commun de l'analyse sociale du chômage. La question mérite pourtant d'être posée. L'étude des mécanismes d'exclusion et de dualisation révèle en effet quelques surprises.

En soi, le chômage n'est pas producteur d'exclusion. Tout dépend en fait de la solidité et de l'étendue des mécanismes d'assurance collective et de protection sociale d'une société donnée.

La Wallonie a vécu longtemps sur le consensus social belge de 1944 et du système social qui s'est développé sur cette base. A titre d'exemple, l'absence de limitation des allocations de chômage dans le temps constitue un phénomène unique en Europe, en même temps qu'un mécanisme puissant et efficace de maintien du niveau de vie des travailleurs sans emploi.

Le Pacte Social de 1944 est aujourd'hui menacé, non seulement dans ses applications (jugées trop coûteuses en période de crise), mais dans sa philosophie même d'assurance collective des individus.

A titre d'exemple encore, le Plan Global du Gouvernement fédéral prévoyait de contraindre les chômeurs de longue durée à prêter certains "petits boulots" dans le cadre des Agences Locales pour l'Emploi. Cette mesure, nuancée depuis, constitue une première rupture par rapport au Pacte Social, puisqu'elle conditionne le versement des allocations de chômage à la prestation de certains services, alors que celles-ci sont en

fait un mécanisme d'assurance, c'est-à-dire la contrepartie des "primes d'assurances" (les cotisations sociales) payées par les travailleurs en activité.

Cette mesure annonce donc une mutation importante de notre conception du mécanisme d'assurance chômage, à savoir le passage d'un système d'assurance collective à un système d'assistance conditionnelle.

De plus, cette mesure renforce la dualisation de la société, entre les salariés protégés par un contrat de travail et les chômeurs de longue durée sans espoir de réinsertion sur le marché de l'emploi et engagés ponctuellement pour un salaire frisant l'indécence (150 FB par heure).

Ainsi, si le chômage est un phénomène économique qui n'est pas en soi producteur d'exclusion sociale, il se révèle menaçant lorsque les mécanismes de solidarité s'effilochent et n'assurent plus une protection efficace des personnes fragilisées par la perte d'emploi ou la maladie. Il s'agit d'un enjeu moral, autant que social ou économique.

PERSPECTIVES

En conclusion, l'enjeu pour les chrétiens d'aujourd'hui est moins d'imaginer une société du temps choisi que de se positionner dans une société du chômage contraint.

Le partage ou la réduction du temps de travail constituent à coup sûr des pistes intéressantes, mais sans doute pas suffisantes. Faut-il rêver à une autre société ou se poser la question des enjeux moraux de nos attitudes dans la société d'aujourd'hui ?

L'utilisation des Agences Locales pour l'Emploi et des "petits boulots pas chers" peut s'avérer tentante pour les organisations chrétiennes en difficulté financière. Le re-

cours à ce système, plutôt qu'au travail salarié classique, est cependant moralement condamnable. Les associations ayant pour but de concourir à un monde meilleur participeraient de cette façon à la dualisation programmée de la société wallonne.

Il ne s'agit pas d'une question politique, mais du comportement de la société civile face à un enjeu moral.

Dans la situation économique et sociale actuelle de la Wallonie, le rôle des chrétiens est de proposer une vision prophétique et de contrecarrer les atteintes à la dignité humaine. Si les chrétiens de Wallonie et de Bruxelles se prononçaient ensemble contre les Agences Locales pour l'Emploi et leurs petits boulots à prix écrasés et annonçaient publiquement qu'ils ne l'appliqueront pas, ce serait un petit pas, susceptible d'entraîner d'autres, vers une société plus juste, une société qui garantit à chacun le respect de sa dignité. ■

Racènes*

I d'djeûve todi : racènes, racènes
Djè lès vou r'trover, mès racènes

Li vî tchin.ne rèspondeûve : Amèn',
A la boune eûre!
Choûtez l' dèrène...

Mès racènes kèkîyenut lès cènes
D'on baobab
au nwêr payis d'ou ç' qu'on-z-a fwin.

Joseph DEWEZ

Racines

Sans cesse, il répétait : racines, racines
Je veux les retrouver, mes racines

Le vieux chêne répondait : Mais oui, d'accord
Ecoute la dernière

Mes racines taquent celles
d'un baobab
au sombre pays de la faim

¹ Brochure préparée par le groupe de référence de l'assemblée interdiocésaine pour la cité Emploi.

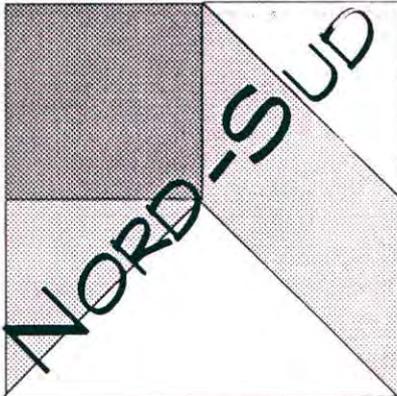
² Ministère de la Région Wallonne, Service des Etudes et de la Statistique, Le marché du travail en Wallonie, n°24, décembre 1993.

* Extrait de "Les cahiers wallons", 56^{ème} année, numéros 1-2, janvier-février 1993.

Secrétariat : rue Godard, 31 - 5002 Namur - Tél. : 081/73.34.28

LE NORD, LE SUD : APPROCHE LINGUISTIQUE

Par Christine Bomboir



«Pourrais-tu () faire une lecture du document Nord-Sud¹ à la lumière de ton expérience ici et ailleurs ?» : telle est la demande. L'expérience, c'est celle d'une vie en stolons - à la manière des fraisiers - une vie allée par rebonds variables, de l'est à l'ouest et du nord au sud et puis dans les sens inverses. La lecture, celle d'une personne fascinée par deux questions : où vont les gens et d'où viennent leurs mots ? Autour de ces questions s'enlacent aussi des stolons réflexifs.

J'ai eu le bonheur d'apprendre la littérature avec le Père Jean Guillaume, que d'aucuns considèrent comme «le chef de file de la poésie wallonne d'après-guerre». Il avait forgé une méthode d'analyse textuelle fondée sur la fréquence, dans une oeuvre, de certains termes comme vecteurs de sens. Je me suis souvenue de cette méthode en lisant le dossier Nord-Sud. Moins rigoureuse que mon maître, je n'ai pas fait d'arithmétique pour établir la liste des substantifs les plus employés dans ce qui constitue un ensemble, mais surtout un choix de documents (comme nous l'indique le «Liminaire»). Mais je suis presque sûre que le substantif le plus utilisé est DÉVELOPPEMENT. Les lignes d'introduction signalent, du reste, qu'on n'a pas, dans le dossier, «la prétention de dire "tout" sur le développement, ni sur les rapports Nord-Sud, ni sur l'action de l'Église catholique...». Ce qui me frappe d'emblée, et qui restera mon impression dominante après la lecture du dossier, c'est que «développement» est le moteur de «relations Nord-Sud» et que «action de l'Église catholique» s'inscrit dans ce contexte-là - pas ailleurs : ce que l'on désigne parfois comme «d'autres pistes» renvoie au moins à deux de ces éléments-là. Les «autres pistes» ne sont pas a priori des «pistes autres». La petite liste d'adresses utiles est évocatrice à cet égard.

Si l'on adhère, à quelque degré que ce soit, à l'idée implicite à la grosse majorité des

contenus de ce dossier - à savoir, qu'il y a une relation entre «rapports Nord-Sud», «développement» et «Église catholique», on trouvera le document remarquable par ses qualités d'analyse et de synthèse; par l'importance, la profondeur, la complexité des questions posées (sociales, politiques, écologiques, économiques, culturelles, démographiques, religieuses, technologiques...), et par l'incroyable sentiment de responsabilité qui semble inspirer les intervenants. Je pense que bien des groupes de réflexion s'inscriront dans cette démarche-là, et que l'on peut tirer son chapeau à ceux qui ont contribué à l'élaboration d'un nouvel instrument à leur intention.

Mais je suppose aussi qu'on aura deviné qu'un mot me rend perplexe dans ce travail - ce fameux mot, tellement répété, «développement». J'en ai cherché des définitions à diverses pages du dossier. En voici une : «un processus par lequel les humains se réalisent pleinement», lit-on par exemple. Dans les pages suivantes, on va nous énumérer un certain nombre de réductions de sens et d'interprétations biaisées à éviter, - et puis des critères, qui sont plutôt, si j'ai bien compris, des éléments pour une éthique du développement.

Si j'ai bien compris : ici ma pensée pousse un stolon linguistique. L'expression résume le malaise que j'éprouve, depuis deux ans que je suis rentrée en Wallonie, vis-à-vis de ma langue. Bien entendu, lorsque vous vivez durant une décennie dans le monde qu'on dit tiers, à chaque retour ici vous constatez des évolutions lexicologiques, des modes, - des locutions ou des vocables qui en supplantent d'autres. Et cette vitalité est d'ailleurs amusante à observer. Mais depuis 1992, j'ai franchement l'impression d'avoir changé de régime linguistique : je ne sais pas si ce sont les signifiants qui ont grossi, ou les signifiés qui ont maigri...

Christine Bomboir est née à Eupen en 1952 dans une famille qui s'établit, après divers déménagements, à Namur en 1958. Après l'obtention d'une licence en philologie romane, elle vit en Espagne de 1975 à 1979 et ensuite en Bolivie de 1980 à 1992 dans l'Alti Plano, les hautes vallées et les plaines où elle se consacre à des projets de formation d'adultes. Elle est membre du Comité d'Église-Wallonie.

Il y a comme un emballement de la langue, - enfin, un emballement des emballages. Autre **stolon** : j'ai souvenance de l'étonnement suscité chez moi, au cours des premières promenades dans la ville retrouvée il y a deux printemps, par les vitrines pleines de boîtes. Des boîtes de toutes couleurs, de tous formats - gigognes souvent -, de tous matériaux, de tous prix ! Pourquoi les gens achetaient-ils toutes ces boîtes ? J'en ai vu partout : armoires, éléments de rangement, conteneurs de conteneurs de sens baptisés ordinateurs... Une civilisation de la mise en boîte ? C'est alors qu'il m'a semblé que cette importance exorbitante du contenant touchait également notre langue.

J'écoutais, j'écoute les chansons : des enfilades de jeux de mots. J'écoutais, j'écoute les informations socio-politiques : toutes cousues de formules publicitaires. « Pas de panique », « Le **Untel** nouveau est arrivé », « Ca ne fait pas avancer le **Schmilblick** » - imaginez-vous l'ahurissement d'une wallonne qui débarque du bout du monde et qui entend parler de **Schmilblick** ? De laquelle ? une qui, atterrissant tant bien que mal non loin de son coin de terre, se heurte toutes les cinq minutes à l'effrayant adjectif « incontournable », comme une barrière sur les horizons familiers ?

C'est cela, la mise en boîte, l'**hypertrophie du signifiant par rapport au signifié**, qui gît dans un de ces conteneurs trop grands, parfois très beaux, fleuris, ingénieux.

Le mot « **développement** » me paraît participer de cet ensemble de signifiants forcés, qui pêchent à la fois par surabondance et par déficience. Ce n'est pas un terme à la mode ; mais il traverse les modes en prenant finalement le contre-pied de sa signification : vous avez d'abord entendu, faites mémoire, parler de « **pays développés** » et de « **pays sous-développés** » ; puis vint l'euphémisme « **pays en voie de développement** », que reliait de nos jours et notamment dans ce

dossier, la litote « **pays en développement** ».

(Cela me rappelle l'exemple de la caserne de pompiers à Namur : son enseigne **Service d'incendie** doit faire les délices des détracteurs de l'ingérence humanitaire).

La transformation du signifiant est d'autant plus saisissante que, sur le plan du signifié, d'après le constat résumé dans le texte de base - voir le premier paragraphe - la situation a empiré depuis l'époque où l'on parlait de pays sous-développés. Si j'ai bien compris, ce qu'on entendait par **développement** ne s'est pas produit, et même il y aurait eu régression. Ce qui me gêne dans cette introduction, c'est qu'elle donne l'impression que pendant une trentaine d'années, il y a eu une seule démarche : faire que les pays pauvres rattrapent un retard d'ordre principalement économique. On ne peut tout de même ignorer plus de vingt ans de théologie de la libération ; les chrétiens européens l'ont découverte, eux, avec tellement de **retard**, que certains aujourd'hui peuvent déjà parler de sa **mort**. La **mort** : un autre signifiant obèse ? « *La mort des idées* », écrit l'un des auteurs du dossier. On est devenu prompt à trancher ce qui n'est pas au zénith, à souffler sur les mèches qui fument encore. Pourquoi parler de **mort** à chaque remise en question ? Voici venu le temps des fossoyeurs : comme c'est exaltant. Nos amis du sud vont encore sourire : s'il fallait mourir pour si peu !

Il y a également plus de vingt ans qu'ITECO² analyse les rapports entre les mondes. Sept ans que le colloque **Partenaires, volontaires et développement : mythes et réalités**³ a montré des responsables d'ONG du nord sur la défensive et des responsables d'ONG du sud aux dents parfois longues.

Il y a bien une décennie que Frans Hinckelhammert, professeur en Amérique Centrale, a publié un réquisitoire contre la théorie des lois économiques. Les ouvrages de

René Dumont et de Thierry Verhelst ne datent pas d'hier. Toutes ces personnes, toutes ces équipes, n'ont pas attendu les grands bouleversements mondiaux de la fin des années 80 pour exprimer leur scepticisme quant au développement comme but de la coopération internationale.

Est-ce que l'après '89 retirerait toute validité à ces travaux critiques, absents ou presque de notre dossier ? Je relève tout de même une référence à un livre - « *iconoclaste* » selon le commentateur - de la Camerounaise Axelle Cabon : le titre - **Et si l'Afrique refusait le développement ?** - ne plaira pas aux inconditionnels de la **tierce mode**. Axelle Cabon m'a remis en mémoire un article dévastateur écrit par un Argentin il y a un lustre tout au plus : « *Voulez-vous vous enrichir ? Fondez votre OENEGE* ».

On a perdu ici, précisément, l'occasion de laisser s'exprimer bien davantage les interlocuteurs du sud - puisque le **partenariat** est l'un des autres concepts en vogue (et depuis bien plus longtemps dans les milieux non chrétiens). Prenez les **femmes** : on a droit au couplet stéréotypé sur le rôle capital des organisations féminines dans les pays dits « *en développement* ». A part cela, le mot femme ne hante pas les pages qui nous intéressent.

Ceci m'amènera tout à l'heure à évoquer, comme dans toute méditation, les chers (mots) absents. Je n'en ai pas fini d'énumérer les termes qui prennent trop de place, mais on ne peut ici ni les retenir ni les étudier tous. Je me limiterai à mentionner **économie** car c'est, dans son traitement, le genre de mot qui m'incite à me demander où nous avons la tête quand nous inquiétons le fatalisme et la mentalité magique des peuples d'ailleurs (« *Tiens, qu'advierait-il de nos textes si l'on y remplaçait le vocabulaire de l'argent par celui du sacré ?* » m'étais-je dit, - en toute ignorance de

la thèse récente d'un certain Marco da Souza).

Dans le long texte «*Onze questions pour un début de siècle*», on compare la sensibilité du «*système monétaire et financier*» à celle «*d'une coquette qui a ses nerfs*» : merci pour les femmes... Mais enfin, dans cette idée d'articles terriblement sérieux, je veux bien de cet humour au goût discutable. Le syllabus Nord-Sud n'est pas folichon.

Comment des peuples ne résisteraient-ils pas au développement, si ce dernier ne sert pas à les rendre plus heureux ? Je ne veux pas me faire le chantre d'un statu quo, au demeurant rarement choisi par les peuples en question, mais il n'est guère d'hôte occidental que n'ait impressionné leur joie

de vivre. J'ai repêché ici une seule mention du mot **bonheur**, ficelée à des significés péjoratifs : «*revendication croissante du bonheur du nord*» qui est en cause; celui du sud on l'ignore comme une indécence. Absence liée à celle du mot **musique**, à la rareté du mot **femme** ? On n'a pourtant pas oublié **culture**, ni surtout **démographie**, traitée avec une intensité dramatique surprenante aux yeux d'une lectrice qui a vécu dans le sud : l'auteur n'hésite pas à faire de la maîtrise du système démographique le principal enjeu pour le futur.

Sur ce point aussi on eût dû, je le répète, accorder plus de place à l'interlocuteur de

là-bas. Il n'est pas trop tard pour l'assemblée interdiocésaine, sans quoi les chrétiens, en particulier ceux des ONG, continueront d'aborder les rapports Nord-Sud avec ce sentiment de responsabilité, à la fois déficient - comme le signifié du mot **développement** - et exagéré - tout comme son signifiant.

En résumé, comme disent les Espagnols, c'est nous qui tenons le manche de la poêle,

comme on nous y invite ici ? Nous pourrions explorer d'autres concepts au lieu de maintenir la primauté de celui de **développement**, entre chrétiens préoccupés par les rapports Nord-Sud.

Car le devenir des peuples me fait penser, en fin de compte, à ce que Luc Maréchal nous disait, il y a deux printemps à Floreffe⁴, de l'identité wallonne : elle va prendre une bonne part de son essence dans le

futur plutôt que dans le passé. ■



même pour une simple fonction de suppléance par rapport au rôle des États.

Dans un groupe en débat, entre autres, sur la mission des ONG, j'avais lancé une idée semblable à un rêve fou : que les ONG prennent une **année sabbatique** pour faire le point en profondeur. Une année sans projets, sans programmes, sans chiffres. Quand je lis, dans ce texte, la «*spécificité des ONG*», je me trouve de nouveau devant un signifiant dont l'emphase masque la fragilité du signifié. Si nous prenions une année pour redonner du signifié à nos mots, de la chair à notre verbe, ne serait-ce pas aussi une façon de **renouveler la terre**

¹ Dossier Nord-Sud préparé par le groupe de référence de l'Assemblée Interdiocésaine.

² ITECO : centre de formation et d'éducation au développement.

³ Colloque juin 1987.

⁴ Journée de réflexion organisée par Eglise-Wallonie sur le thème "Être chrétien, ici en Wallonie et ailleurs", Floreffe, 28 mars 1992.

C'EST QUOI LE NORD, C'EST QUOI LE SUD ?

Quelques réflexions à propos du concept Nord-Sud

- Ce concept ne désigne pas une seule et même réalité, qui serait celle des pays pauvres et des pays riches. On le retrouve à tout niveau et dans plusieurs domaines (par exemple, à quel niveau se situe *Dynamisme Wallon* - mensuel de l'UWE - quand il cite en titre les «transferts Nord-Sud»? Est-ce le niveau belge, européen ou mondial? Confusion.

- Par ailleurs, ne sommes-nous pas toujours au Nord ou au Sud de quelque'un ou de quelque chose.

- Le sud est éclectique, le Nord, disparate. Il y a le Sud du Nord et le Nord du Sud; il y a aussi le Sud du Sud et le Nord du Nord.

- L'image classique se modifie quelques fois : au Brésil, par exemple, le Nord (pauvre) est le Sud, et le Sud (plus riche), le Nord.

- "Pourquoi les gens du Sud ont-ils toujours la tête en bas sur les mappemondes?" se demande Mafalda¹, petite héroïne de B.D. Une carte renversée ne change-t-elle pas notre vision du monde? ■

Rwanda*

Cwachûre di fièrmint au d'truviès di m'posse

Dès moncias d' mwârts

Des bokèts d' cwârps

Spitûre di mitrayète su m'posse

E-st-i possible au monde!

C' n'est pus dès djins

dès tchèns arèdjis.

V'lu skèter m'posse

Ni pus rên veûy

Ni pus ètinde bwèrler

V'lu skèter m'posse

come on skète on murwè

po n'nèn veûy qui

mi èto

dji pou lodji on tchèns arèdji

è m' capotine

èt qu'i n'faut nèn grand-tchôse

po l' dispièrter.

Joseph DEWEZ

Rwanda

Un coup de machette déchire l'écran

Des cadavres empilés

Des membres épars

Une mitraillette éclabousse l'écran

Est-ce possible ?

Ce ne sont plus hommes

mais bêtes enragées

Vouloir briser l'écran

Ne plus rien voir

Ne plus entendre hurler

Vouloir briser l'écran

comme on brise un miroir

pour éviter la prise de conscience:

chez moi, peut habiter une bête enragée

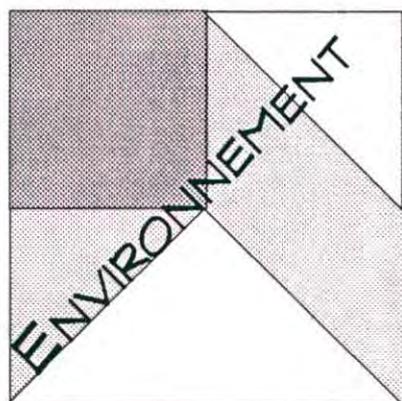
et il faut peu de chose pour la réveiller.

*Extrait de "Les cahiers wallons", 57ème année, numéro 6, juin 1994.

¹ "Mafalda", par Quino, Edité par Glénat.

ENVIRONNEMENT ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE EN WALLONIE

Par Luc Maréchal



«Cinq défis de société invitent les chrétiens» tirent les documents préparatoires, et parmi ceux-là l'environnement.

Il ne s'agit pas d'une invitation, terme trop policé, mais d'une mise au pied du mur de tous : habitants, gestionnaires techniques, entreprises, autorités publiques de tout niveau... Ainsi, les sites pollués, du fait de la méconnaissance et de l'impéritie des producteurs, des consommateurs et des autorités dans le passé, sont autant de volcans ronronnants et prêts à s'éveiller. Le bruit est omniprésent : décibels émanant des autos et des motos, ambiance «musicale» dans les lieux publics et commerciaux, «méga-son» dans l'enceinte des voitures et les concerts, dépassant toutes les normes en vigueur par ailleurs sur les lieux de travail. L'habitat se banalise et les agrsions paysagères sont légion. Les encombrements sont le coût - plus ou moins admis - d'une mobilité non contrôlée individuellement et collectivement. L'insécurité automobile est plus grave que celle due à la délinquance, etc. La récente conférence du Caire, consacrée à la population mondiale, a montré les horizons qui s'ouvrent pour une planète qui ne peut ou ne veut pas maîtriser la croissance démographique.

Bref, l'invite des faits est pressante.

Pour clarifier ce qui suit, signalons que le thème «environnement» tel qu'il est présenté dans les documents préparatoires ne vise pas uniquement l'environnement au sens conventionnel des déchets, du bruit et des nuisances sur l'air, l'eau et la nature, mais également l'aménagement du territoire et l'urbanisme.

UN BREF RÉSUMÉ

La lecture des documents montre que le diagnostic est correct dans ses grandes lignes et traduit les analyses de mise aujourd'hui⁽¹⁾.

Après avoir relevé l'omniprésence des problèmes d'environnement (effet de serre, pollution des nappes phréatiques,...), les débats scientifiques à leur sujet, et l'insuffisance des résultats concrets, les auteurs dressent ce diagnostic qui est le propos central de la démarche :

«A titre personnel, nous ressentons notre impuissance et ce sentiment engendre en nous une certaine anxiété : nous rejetons dès lors volontiers les responsabilités sur autrui et avons tendance à nous présenter comme victimes.

L'objectif de notre réflexion est de mettre en cause ce comportement : nous est-il réellement impossible de mener une action efficace dans ce domaine, en sommes-nous réduits à crier notre angoisse et notre colère devant des phénomènes que nous ressentons comme inéluctables? Si la réponse est non, que pouvons-nous faire? Enfin, cette démarche a-t-elle une relation à notre Foi, si oui, laquelle?»⁽²⁾

Les auteurs décrivent deux exemples : l'automobile et le cas d'une ville, Bruxelles, avec la baisse de qualité de vie en ville et la pression des bureaux, l'exode consécutif des habitants vers la zone rurale, et la destruction de celle-ci ainsi que la mobilité imposée qui découle de cette distanciation entre lieu de travail et de résidence. A ces faits généraux, ils relient la dimension personnelle à travers le mode et le style de vie de chacun.

Luc Maréchal est économiste spécialisé en aménagement du territoire et en urbanisme, et fonctionnaire. Il est président d'Eglise-Wallonie.

S'interrogeant sur les causes, ils mettent en avant d'une part la complexité du système et donc des solutions, d'autre part la notion de progrès propre à la société occidentale et à ses sources dans les textes bibliques. Ils pointent une question centrale: la société de consommation, l'idolâtrie de l'objet, n'est-elle pas une façon de fuir l'angoisse devant la mort?

Des pistes d'action sont proposées: agir localement, c'est à dire individuellement ou en famille, dans l'enseignement et la vie professionnelle, par la vie associative.

UNE CRITIQUE MAJEURE QUANT À L'ANALYSE PROPOSÉE : L'ABSENCE DES RÉALITÉS CONCRÈTES

On est frappé immédiatement par le peu de références à des situations concrètes. Quand la réalité est décrite, cette description frise la caricature: il y d'un côté une situation urbaine, Bruxelles, et de l'autre la zone rurale - la Wallonie? - avec un nom cité: Tourinnes-la-Grosse! Deux photos illustrent la synthèse: à Bruxelles, la place Ste Croix avec les anciens locaux de la RTB! Singulière représentation de la problématique de l'environnement et de l'aménagement du territoire à Bruxelles et en Wallonie.

Que deviennent Charleroi, Liège, Namur, Mons, La Louvière, Mouscron, Verviers, Tournai qui forment les principales agglomérations, ainsi que les villes moyennes et les bourgs ruraux qui structurent la Wallonie? Que devient la zone rurale, si différenciée en Wallonie avec les périphéries urbaines, les zones de loisirs, les vastes forêts au Sud du sillon Sambre et Meuse, les plages agricoles avec ces paysages contrastés et ces exploitations de nature différente? Il eut

fallu évoquer des enjeux majeurs en Wallonie avec par exemple le développement du centre du Brabant Wallon autour de Wavre, Ottignies et Louvain-la-Neuve, les programmes transfrontaliers qui commencent à fleurir tout au long des frontières de la Région wallonne: Eurégio à Liège, le Pôle européen de développement (PED) et l'agglomération des trois frontières dans le Sud Luxembourg, ... ou encore la mise sous objectif I de la province du Hainaut. Toutes sortes de politiques qui nécessitent dynamisme local et solidarité régionale⁽³⁾.

Pour ce qui est des politiques spécifiques de l'environnement, de même une analyse plus concrète des options relatives à des domaines tels que, par exemple, les déchets, l'épuration des eaux, s'imposait.

Pourquoi ces éclairages supplémentaires? D'une part pour inscrire les nécessaires démarches collectives qui sont en cours afin d'échapper à ce sentiment d'inefficacité face à l'abondance et à la permanence des problèmes. D'autre part pour conforter le secteur public - les décideurs communaux, régionaux et fédéraux - dans la mise au point de politiques et d'actions coordonnées pour faire face à ces enjeux.

PISTES POUR UNE PROBLÉMATIQUE WALLONNE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT

Les deux documents, on l'a dit, fournissent une bonne toile de fond qu'il importe de faire «atterrir» en Wallonie. Quelques pistes pour alimenter la réflexion en assemblée interdiocésaine:

- travailler dans une perspective du long terme. Pour utiliser une terminologie qui exprime bien l'évolution des idées actuelles: dans la perspective du **développement durable**⁽⁴⁾;

- procéder à une **permanente observation** des faits et des mécanismes structurels ainsi qu'à une **évaluation systématique** des politiques menées; on songe ici aux déchets avec la complexité technique propre à cette matière ainsi qu'aux enjeux financiers; à la politique du logement, droit reconnu à tous maintenant, qui nécessite des moyens financiers importants et qui doit renforcer l'autonomie des personnes; aux mécanismes financiers pas assez connus et donc occultes;

- dégager un projet de **savoir vivre en commun à chaque niveau**, car tel est le cœur de la démarche essentiellement culturelle qu'est l'aménagement du territoire, qu'il s'agisse de la rue, du quartier, du village, de la commune, de la région, et au-delà de l'Europe;

- dégager un **projet politique de savoir produire et consommer**, support indispensable pour des modes de vie plus respectueux de l'environnement et des générations futures;

En conclusion, dans le cadre de la Wallonie, entité politique de plein droit, le but est d'élaborer des politiques à partir des besoins de celle-ci pour ensuite rencontrer les régions voisines, Bruxelles, Flandre, Nord-Pas-de-Calais, Grand-Duché de Luxembourg, etc. et établir les solidarités qu'impose la proximité, les interrelations et l'intérêt commun. **Avoir des frontières pour rencontrer les autres institutions.**

Enfin, pour les chrétiens, outre la participation active à ces politiques, mener un effort de réflexion théologique sur notre relation à la nature et au politique, à la lumière des sciences humaines et de l'expérience individuelle. ■

⁽¹⁾ Il s'agit de la brochure de synthèse «La foi déplace nos frontières», pages 6-7: L'environnement ne connaît pas de frontières. Dis-moi: quel est ton style de vie? (désignée ici par **synthèse**) et du document spécifique à chacun des défis : pour l'environnement, une plaquette de 11 pages (désignée ici par **brochure environnement**).

⁽²⁾ **Brochure environnement**, p. 1.

⁽³⁾ Voir les cartes et tableaux à la suite du texte. Pour une analyse plus détaillée et une présentation des études, nous nous permettons de renvoyer à Luc Maréchal, «Une "ville" wallonne de 2.000.000 d'habitants?», dans *Toudi*, 1988, pp. 28-40.

⁽⁴⁾ La Région wallonne a posé les bases réglementaires d'une telle démarche : décret du 21 avril 1994 relatif à la planification en matière d'environnement dans le cadre du développement durable (Moniteur belge du 23 avril 1994). Ce décret prévoit un rapport annuel sur l'état de l'environnement wallon (un volume est déjà sorti), un plan d'environnement pour le développement durable (l'enquête publique vient d'avoir lieu), des programmes sectoriels (cfr. le plan des déchets 91-95), une instance de consultation: le Conseil wallon de l'environnement pour le développement durable.

Pour l'aménagement du territoire, citons l'article 1 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (C.W.A.T.U.P.): *L'aménagement «est conçu tant au point de vue économique, social et esthétique que dans le but d'assurer la gestion parcimonieuse du sol ainsi que la conservation et le développement du patrimoine culturel et naturel de la Région wallonne».*

La Jeunesse Etudiante Chrétienne dans l'Enseignement Supérieur travaille actuellement sur deux problématiques principales : **l'accès aux études et la démocratisation de l'enseignement, et l'exclusion sociale et la citoyenneté**. Des groupes de travail et des séminaires sont régulièrement réunis sur ces deux thèmes. Tout renseignement peut être obtenu au secrétariat de l'organisation: rue du Marteau 19 à 1040 Bruxelles, tél.: 02/217.62.15.

Par ailleurs, elle a consacré, au cours de ces dernières années, une longue réflexion sur le thème "**Eglise et société**", et a publié plusieurs numéros de Subjectif sur ce sujet:

- Obéissance ou résistance, n° 5, avril 1991 - 25 F

- L'Eglise en questions (I), n° 7, juin 1991 - 25 F

- L'Eglise en questions (II), n° 8, avril 1992 - 25 F

- La Cité chrétienne : église, pouvoir, société, n° 12-13, mars 1994 - 50 F

- Le retour de Jean-Paul II, n° 14, mai 1994 - 100 F

Ces numéros peuvent être obtenus contre versement au compte n° 000-0676402-21 de la JEC SUP a.s.b.l.

La Fondation Elie Baussart se réunit tous les mois autour d'un sujet centré sur la Wallonie et organise chaque année une journée de réflexion, la Journée Wallonne.

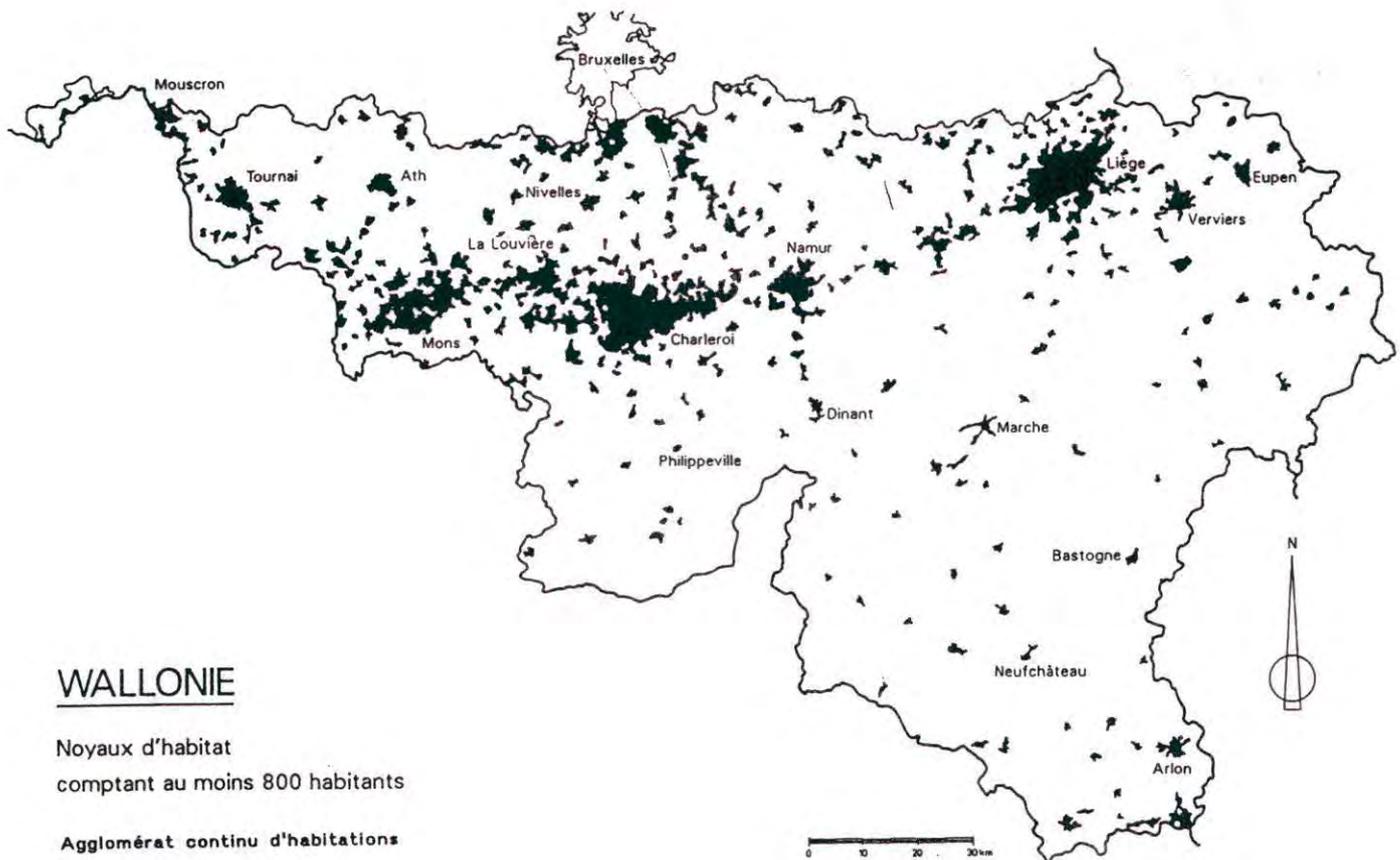
Cette année, elle abordera plus particulièrement la Wallonie du point de vue de l'emploi. Ces réunions sont ouvertes à tous et toutes.

Tous renseignements concernant les activités de la Fondation, dates de réunion, sujets traités, etc. peuvent être obtenus auprès du secrétaire de l'association: Jean Bosmans, Ancienne abbaye de Soleilmont à 6060 Gilly, tél. : 071/38.91.42.

Pour mieux connaître la Fondation, lire :

- **Elie Baussart nous parle aujourd'hui**, Edition de la Fondation E. Baussart

- **Adieu à la démocratie chrétienne**, de Jean Neuville, Editions Vie Ouvrière, 1973



WALLONIE

Noyaux d'habitat
comptant au moins 800 habitants

Agglomérat continu d'habitations

Catégorie des noyaux	Nombre de noyaux (a)	Nombre d'habitants (en Wallonie)		Superficie (en Wallonie)	
		en valeur absolue	en valeur relative	en valeur absolue (en ha)	en valeur relative
40.000 hab et plus	9	1335402	41.59	54820.65	3.25
de 39.999 à 19.000 hab.	6	136319	4.25	7429.43	0.44
de 18.999 à 10.000 hab.	14	180245	5.61	11083.99	0.66
de 9.999 à 4.000 hab.	41	259929	8.09	16224.46	0.96
de 3.999 à 1.700 hab.	105	261623	8.15	20610.33	1.22
de 1.699 à 800 hab.	210	245915	7.66	24212.52	1.44
de 799 à 200 hab.	1005	401375	12.5	50757.87	3.01
de 199 à 50 hab.	922	107420	3.35	20592.05	1.22
SOUS-TOTAL	2312	2928228	91.19	205730.30	12.20
Population (ou superficie) hors noyaux		282996	8.81	1479232.99	87.79
TOTAL	2312	3211224	100.0	1684963.29	100.0

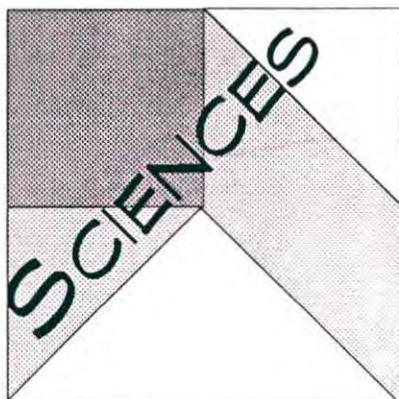
(a) Les noyaux d'habitat, on l'a vu, se manifestent essentiellement par la continuité du bâti. En plusieurs endroits, ce continuum traverse des limites administratives, qu'il s'agisse de frontières nationales (Cf. Mouscron et l'agglomération de Lille-Roubaix-Tourcoing), de limites régionales (Cf. Bruxelles), de limites provinciales ou communales (Cf. infra). Nous n'avons pu tenir compte des dépassements frontaliers. Par contre, nous avons traité spécialement les "dépassements régionaux": l'ensemble du noyau a été pris en considération pour déterminer la catégorie à laquelle il appartient, mais seuls les chiffres de population et de superficie wallonnes ont été comptabilisés.

(b) Cette superficie a été obtenue - comme la population de cette catégorie - par soustraction entre la superficie totale wallonne et la superficie totale des noyaux. Bien évidemment, la superficie indiquée ici ne doit pas être mise en relation avec la population. Dans ces 88% figure la quasi-totalité de la superficie agricole et forestière.

Nombre de noyaux, population et superficie en 1981

PASSEPORT 2000: LES SCIENCES, LEUR ENSEIGNEMENT ET L'ALPHABÉTISATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Par Gérard Fourez



Pour des raisons que nous n'analyserons pas ici, pendant plus d'un siècle, l'enseignement des sciences a montré une stabilité assez remarquable, et ce dans une société qui changeait vite. Des indices nous amènent cependant à croire qu'en cette fin de siècle il vivra des modifications profondes et passionnantes. Et ce, autant du fait des changements culturels qui vont le toucher, que pour ses implications sociales et économiques.

Depuis quelques décennies, la vision que notre société s'est donnée des sciences se modifie¹. Selon la représentation classique, les sciences découvraient une vérité éternelle sur le monde, dévoilant les lois de la nature (ces lois "de la nature" ayant tendance depuis quelques siècles à remplacer dans nos mentalités les "lois divines", tout en remplissant des fonctions sociales similaires). Les scientifiques se considéraient comme faisant face à un *monde de choses* régi par des principes immuables qu'il s'agissait de découvrir. Dans les pratiques scientifiques, l'*activité humaine* était considérée comme secondaire: tout était centré sur les objets, sur l'effacement du sujet et sur des processus de "preuves" tout à fait impersonnels. Peut-être y a-t-il une des origines du dégoût de bien des jeunes pour l'enseignement des sciences: ils s'intéressent plus aux humains et à leur histoire, qu'à ce monde inanimé qui leur est imposé - souvent de façon dogmatique.

AU DELÀ DES "LOIS IMMUABLES DE LA NATURE"

Or, pour paraphraser Prigogine et Stengers, les sciences apparaissent de plus en plus aux épistémologues contemporains comme une oeuvre humaine, réalisée par les humains et pour les humains, et participant ainsi à leur histoire. Les concepts scientifiques ne sont plus vus comme des réalités à découvrir empiriquement mais comme le résultat de processus humains d'inventivité créatrice

(créativité qui a d'ailleurs une dimension esthétique², semblable à celle de la création d'une oeuvre d'art). Cette inventivité se développe en fonction des desseins et de l'intentionnalité des humains, et c'est pourquoi les scientifiques négocient leurs résultats non pas seulement face à des choses mais aussi face à d'autres humains et à leurs projets. C'est pourquoi les sciences apparaissent aujourd'hui comme un processus sans cesse "risqué" et non, comme on l'imaginait il y a un siècle, l'expression d'une logique non humaine parce que uniquement rationnelle. Ces modifications de perspective vont, sans doute, toucher de plus en plus notre culture et déterminer l'avenir de l'enseignement des sciences.

Pour les courants dominants de l'épistémologie contemporaine, les résultats scientifiques ne sont pas des données qu'il s'agit de découvrir comme on trouve un filon d'or dans une montagne. Ils sont décrits plus adéquatement comme des manières de voir et de décrire les choses qu'il faut inventer avec beaucoup de créativité et d'à-propos. Les scientifiques se posent sans cesse la question: "Comment pourrions-nous nous représenter notre monde et notre action possible en son sein, de manière à avoir une représentation satisfaisante de notre agir possible ?". Ils ressemblent en cela aux technologues à la recherche d'inventions nouvelles. Les résultats scientifiques, dans cette perspective, sont des manières de voir et de parler qui ont été peu à peu acceptées vu leur intérêt et leurs potentialités, et ce après confrontation aux tests expérimentaux et aux critiques des collègues. Mais ce ne sont pas tant des "lois éternelles de la nature" que nos représentations de *notre* histoire possible.

ENCHEVÊTREMENT DEL'HUMAIN ET DES CHOSES

Dans cette ligne, les sciences ne peuvent plus être considérées uniquement comme un

Gérard Fourez est professeur aux Facultés Universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur. Il fait partie du département de Sciences, Philosophies, Sociétés.

regard sur le monde, hors de tout intérêt humain; en elles, les choses et l'humain sont mêlés. Ce sont des manières de décrire et de raconter sur lesquelles on s'est mis d'accord pour pouvoir communiquer et agir. La standardisation des langages scientifiques n'apparaît plus comme une nécessité éternelle mais bien comme le résultat de "négociations" entre humains, chacun guidé par ses projets, ses intentions et ses intérêts. Les fruits de ces démarches - les résultats scientifiques établis - se manifestent donc alors pleins de densité historique humaine. Produits de l'invention créatrice de communautés humaines, s'étant révélés fiables dans certains domaines d'action, mis à l'épreuve par des démarches expérimentales qui ont débusqué de nombreux "abus de savoir", partagés dans des discussions où l'on met en évidence leur intérêt et leur limite, les résultats scientifiques font partie d'une culture qui s'élabore et essaie de "progresser" (tout en connaissant la fragilité de tout ce qu'on désigne comme "progrès"). Les pratiques scientifiques apparaissent alors comme des recherches ouvertes, sans qu'on verse pour cela dans le relativisme car, si aucun résultat scientifique ne s'impose comme une nécessité immuable, tous n'ont pas le même intérêt, le même sérieux, le même champ de validité, ou la même pertinence.

Ce qui est remis en question dans ce changement de perspective, c'est la ligne de démarcation que notre culture a créée vers les XVI^e et le XVII^e siècles et qui séparait le monde des choses ("objectif, inanimé, déterminé et non-humain") et celui des humains. Notre monde des choses - et par là celui des sciences - nous apparaît aujourd'hui de plus en plus pétri d'humanité: les résultats scientifiques - qu'ils relèvent de la physique, de la biologie ou des sciences humaines - sont des représentations construites en fonction de nos projets (même si, comme c'est le cas pour de vieilles disciplines comme la physique, ces projets et leur caractère historique peuvent être oubliés). Ce caractère humain

se révèle d'ailleurs bien dans les pratiques scientifiques à projets plus explicites comme la médecine ou l'ingénierie: pour qu'une technique soit adéquate, il faut qu'elle "fonctionne", c'est à dire qu'elle nous satisfasse. Finalement, il en va de même pour nos représentations théoriques. En sciences comme en technologies, l'humain, le social, et les choses sont intrinsèquement liés comme une *tunique sans couture* (c'est une expression utilisée par certains socio-épistémologues).

FORMER À LA CRÉATION ET À LA SOCIALISATION

Il faudra sans doute l'une ou l'autre décennie avant que les cours de sciences ne s'adaptent complètement à de tels changements de perspective et se dégagent du positivisme empiriste qui les caractérise aujourd'hui. Ils devront conduire les jeunes à savoir être des créateurs de représentations scientifiques, tout en les aidant à comprendre et à s'insérer dans les productions standardisées de traditions scientifiques, lesquelles sont aussi des créations humaines, qui ont débuté avant eux et qui se développent en partie indépendamment d'eux. Ce faisant, cet enseignement se trouve confronté au problème central de l'école: comment aider les jeunes à croire en leur autonomie, tout en sachant se socialiser dans une société qui existe; comment aussi s'insérer dans la mémoire de traditions tout en créant parfois du neuf. Ainsi, le XXI^e siècle verra-t-il sans doute un enseignement scientifique qui ne séparera pas les choses et les gens autant que le XX^e ?

Concrètement, cette tendance à mieux articuler le scientifico-technique et l'humain apparaît, entre autres, dans la modification des objectifs de l'enseignement scientifique. Jusqu'il y a peu, cet enseignement, assez élitiste, visait surtout à fournir à la

société des scientifiques et techniciens en nombre suffisant; le reste de la population pouvait rester ignare en matière de sciences et de technologie (même si certaines élites "littéraires" se donnent un vernis de culture scientifique grâce à la vulgarisation). Aujourd'hui, des voix s'élèvent pour réclamer une formation scientifique et technologique pour tous; elles exigent que l'enseignement donne à tous l'équivalent de ce que la lecture, l'écriture et le calcul pouvaient donner il y a un siècle. C'est ainsi qu'on parle métaphoriquement d'une *alphabétisation scientifique et technique*.

L'ALPHABÉTISATION SCIENTIFIQUE & TECHNIQUE, ET SES FINALITÉS

Les finalités poursuivies par une alphabétisation scientifique et technique peuvent être ramenées à quelques unes: *autonomie* relative des personnes, y compris face à des spécialistes; *faculté de communication* face aux choses, aux gens et à leurs histoires (ce qui implique une maîtrise suffisante de la distinction entre le langage standardisé spécialisé et celui créé face à des situations particulières); *maîtrise* suffisante de situations et capacité de se les représenter (notamment maîtrise suffisante face à des techniques et des appareils); *possibilité de négocier* avec les gens et avec les technologies; et *capacité d'utiliser des connaissances lors de décisions*, qu'elles soient éthiques, politiques ou techniques.

De tels objectifs peuvent être adoptés pour des raisons culturelles, sociales et économiques. Pour des *raisons culturelles*: la culture est alors vue comme une capacité de se situer dans l'univers et dans la société (à quoi il faut ajouter une dimension proprement esthétique notamment quand l'esprit humain se retrouve dans les représentations scientifico-techniques qu'il a créées). Pour des

raisons sociales: sans une alphabétisation scientifique et technique définie dans le sens décrit plus haut, on ne peut espérer que les populations puissent participer sérieusement aux débats éthiques et politiques nécessaires au fonctionnement d'une démocratie. Pour des *raisons économiques* enfin: une population formée dans la perspective ici suggérée est nécessaire pour pouvoir faire fonctionner une économie où les technosciences sont omniprésentes.

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS DE L'ALPHABÉTISATION SCIENTIFIQUE & TECHNIQUE

Les buts généraux de l'alphabétisation scientifique et technique peuvent être traduits en *objectifs plus opérationnels* pour un enseignement scientifique contemporain. Parmi les capacités de base ainsi visées, citons: l'utilisation et la création de *modèles simples et opérationnels* représentant une situation (comme celle de la contagion de la grippe ou celle de l'utilisation d'un appareil; cette capacité de création de modèles simples face au concret est essentielle à une existence autonome et non indûment dépendante des experts); l'apprentissage du *bon usage des spécialistes* (qu'ils soient médecins, garagistes, physiciens ou sociologues...); la compréhension du rôle et l'utilisation éventuelle de *langages standardisés* (que ce soit pour lire une notice explicative d'un appareil, pour comprendre comment parle un spécialiste, ou pour participer avec rigueur à une discussion; il importe ici de comprendre la fonction de la standardisation du langage en sciences comme dans toute socialisation humaine); la capacité de comprendre la force et les limites des *traductions* entre divers systèmes disciplinaires ou de langage (comme la traduction entre le langage du fonctionnement d'un four à micro-ondes, celui de l'art culinaire et celui de l'électricien - ou encore la traduction

entre le langage amoureux, celui de la psychologie, celui de la biologie et celui de la vie intérieure); savoir distinguer entre les *décisions* techniques, éthiques et politiques; savoir pratiquer des *négociations* impliquant les gens, les choses et les techniques (comme lorsqu'il s'agit d'améliorer l'acoustique d'une pièce, ou de décider d'une stratégie thérapeutique); savoir ouvrir des *boîtes noires* (c'est-à-dire étudier - pour des raisons pratiques ou culturelles, et en utilisant des savoirs disciplinaires disponibles - des questions spécifiques: comme celle de la pollution chimique d'une rivière, celle de l'évolution biologique, ou celle de l'évolution d'une carie dentaire); comprendre comment les notions et concepts scientifiques sont des *métaphores* qui ont durci avec le temps (comme les notions de cellules, de forces ou de systèmes) et par là comprendre leur rôle dans la créativité scientifique actuelle; être capable de créer des "*îlots de rationalité interdisciplinaires*" (c'est-à-dire des représentations de situations, utilisant les apports de plusieurs savoirs spécialisés et adaptées à l'institution d'un débat sur les actions possibles - c'est-à-dire des représentations ni trop ni trop peu élaborées, en fonction du contexte et des projets que l'on a).

*

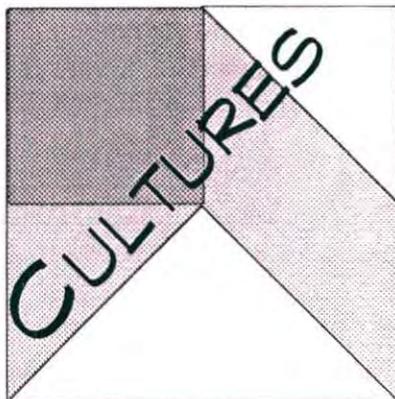
Vers où tout cela conduira-t-il l'enseignement des sciences au siècle prochain ? Sans doute vers un enseignement plus créatif et moins implicitement dogmatique! Un enseignement à travers lequel on peut espérer que les jeunes apprendront à la fois qu'ils sont eux-mêmes capables de créer des modèles scientifiques, mais qu'ils ne peuvent le faire qu'en participant à des traditions scientifiques inventées, socialisées et standardisées avant eux - traditions particulières et historiques avec lesquelles ils auront à se familiariser. Un enseignement où, finalement, sciences, technologies et aventure humaine - et pourquoi pas: aventure cosmique - seront moins séparés. ■

¹ On trouvera des exposés sur ces changements dans de nombreux ouvrages, par exemple: FOUREZ G. *Alphabétisation scientifique et technique, essai sur les finalités de l'enseignement scientifique*, Ed. De Boeck Univ., Bruxelles, 1994; FOUREZ G. *La construction des Sciences, les logiques des inventions scientifiques*, Ed. De Boeck Univ. Bruxelles, 1992; STENGERS I. & SCHLANGER J., *Les concepts scientifiques, Invention et pouvoir*, Ed. La découverte & Unesco, Paris, 1989; STENGERS, I. *L'invention des sciences modernes*, Ed. La découverte, Paris, 1993; LA-TOUR B., *La Science en Action*, Ed. La découverte, Paris, 1989.

² Si l'on considère que le plaisir esthétique est celui qu'éprouve l'esprit humain quand il se reflète dans ses productions ou dans l'interprétation qu'il fait du monde, on peut dire que la créativité scientifique participe à cet ordre. En effet, face à une belle théorie ou à un superbe développement technologique, on peut éprouver un sentiment semblable à celui que certains éprouvent devant les tournesols de Van Goch.

LES LANGUES ET LES CULTURES REGIONALES DE WALLONIE DANS LA VIE SPIRITUELLE

Par Jacques Werner



Le Wallon, langue du coeur, selon l'expression du philologue W. von Wartburg, reprise avec bonheur par le grand historien L. Génicot.

Le Wallon, langue régionale latine, multiséculaire.

Le Wallon, patrimoine culturel authentique significatif.

Le Wallon, toujours parlé par 600.000 locuteurs.

Le Wallon, langue propre à la Wallonie.

Comment le défendre et l'illustrer? Comment développer sa vitalité?

Comment assurer sa viabilité et sa pérennité?

Comment en être fier?

Comment, dans le domaine religieux, lui reconnaître enfin la place qui est la sienne?

C'est à toutes ses missions que s'attache l'Union culturelle wallonne, dont la cheville ouvrière est Paul Lefin. Celle-ci regroupe plus de 260 associations locales dans le domaine de l'art dramatique, de la littérature, de l'enseignement, etc., tant pour le wallon que le picard et le gaumais.

Réuni en congrès quadriennal le 29 janvier dernier, l'assemblée de l'Union culturelle, a adopté un plan culturel wallon global et réclamé les moyens matériels et financiers d'y parvenir.

On trouvera ci-après le volet religieux du plan en question.

Terminons par deux mentions vis-à-vis de l'Eglise et de ses responsables.

D'abord une citation de L. Génicot extraite de son récent ouvrage de souvenirs hesbignons chez D. Hatier, (1992, p. 94) : «*Aujourd'hui, je m'indigne que durant des siècles, l'Eglise n'ait jamais rien écrit dans la seule langue que parlaient les fidèles de Wallonie. Quelle absence d'attention au peuple, à sa vérité, à ses besoins.*»

Enfin un souhait, celui que le Pape entende les appels de certains à ce qu'il s'exprime

aussi dans la langue de Mutien-Marie, de la même manière qu'il prononça quelques phrases en luxembourgeois (en 1985) et dans quantité d'autres langues, lui qui excelle à les manier fussent-elles régionales ou minoritaires. Quelques secondes lourdes d'un poids de symbole et de reconnaissance.

Jacques Werner

Extrait du plan culturel wallon global

"La religion fait partie de la vie spirituelle d'une partie importante de la population de Wallonie. En cette matière, la religion chrétienne, particulièrement la religion catholique, tient une place majoritaire.

Renouant avec une tradition ancienne, où le curé du village disait la messe en latin, mais prononçait son sermon en wallon, nos langues régionales se sont introduites progressivement dans les textes, et dans la liturgie catholique.

L'Union Culturelle Wallonne a institué une Commission des Affaires Religieuses.

Depuis que les décrets officiels de l'Eglise ont permis l'introduction des langues régionales dans les offices, les traductions wallonnes des prières de la messe se sont multipliées. Il n'est en effet pas de fête populaire ou patronale qui ne voit mettre sur pied une messe en wallon, sans compter les nombreux offices célébrés à l'occasion des fêtes de Wallonie.

Le temps est aujourd'hui révolu où certains souriaient ou se scandalisaient devant l'entrée, pourtant timide, du langage populaire dans nos églises. Aujourd'hui, on constate au contraire que les messes en wallon, qui font retrouver aux textes liturgiques une simplicité et une chaleur qui font si souvent défaut aux missels officiels, sont suivies avec ferveur et sérieux aussi bien par les

Jacques Werner habite le Condroz; il est fonctionnaire communal, membre de troupes théâtrales wallonnes, membre de l'assemblée du C.G.A.L. et du Comité d'Eglise-Wallonie.

chrétiens que par ceux qui ne partagent pas leur foi.

Une récente enquête nous a fait découvrir plus de deux cents traductions des textes de la messe. Cette prolifération, réconfortante pour l'avenir, comporte cependant un risque bien réel. En effet, beaucoup de traducteurs se contentent, soit par timidité, soit par maladresse, de transposer en wallon le texte français officiel sans tenir compte du génie de la langue, en faisant ainsi les mêmes erreurs qu'on avait faites en traduisant le latin en français. Ces traductions en cascade aboutissent inévitablement à des textes boiteux et incertains, souvent éloignés de l'esprit du texte primitif. Sans compter que certains traducteurs ne possèdent qu'un langage pauvre et inconsciemment bâtarde de français. Ces erreurs risqueraient de faire tort à la crédibilité du wallon et de le rendre suspect aux yeux de l'autorité religieuse.

C'est pourquoi la **Commission des Affaires Religieuses** a choisi comme but principal de son action l'établissement d'une version wallonne des textes de la messe établie d'après les textes originaux grecs et latins. Ces textes devraient être, par la suite, adaptés aux différents wallons parlés dans notre région et devenir en quelque sorte la version officielle de la messe en wallon. La Commission souhaite ainsi élaborer un «missel wallon» qu'elle espère exempt des reproches aussi bien des théologiens que des linguistes. Elle utilise pour cela les compétences de spécialistes, théologiens et philologues, ainsi que des gens de terrain, écrivains et wallonisants qui mettent leur science à sa disposition.

Une fois ces textes établis et adaptés aux différents langages de Wallonie, ils devraient être largement diffusés auprès des prêtres de nos paroisses.

Il est réconfortant de constater que l'action de la **Commission des Affaires Religieuses**

commence à être connue dans les milieux religieux comme en témoignent les «commandes» qu'il lui arrive de recevoir, telle une commande de messe de funérailles, ainsi que des demandes de conseils qui lui arrivent de la part de paroisses désireuses de mettre sur pied une messe en wallon. Elle souhaite de tout coeur que ces demandes continuent à s'amplifier.

L'**Union Culturelle Wallonne** souhaite que les Eglises protestantes implantées en Wallonie adoptent une attitude similaire par le recours aux langues régionales dans leurs pratiques : cette attitude lui paraît de nature à rendre la religion plus proche encore de la personne.

Par ailleurs, l'**Union Culturelle Wallonne** a appris que, dans certaines loges de Wallonie, le rituel maçonnique se déroulait occasionnellement en langue régionale.

Enfin, le milieu laïque militant, si sensible aux droits de l'homme et à la liberté culturelle des individus et des groupes, pourrait bénéfiquement associer à ses préoccupations la défense et l'illustration des langues et des cultures régionales de Wallonie, au nom du respect des valeurs culturelles inhérentes à une population. ■

PUBLICATIONS D'EGLISE-WALLONIE

Eglise-Wallonie

Tome 1 : Chances et risques pour un peuple, 1983, Ed. Vie Ouvrière, 223 pages

Contributions de J.E. Humblet, T. Dhanis, J. Fontaine, P. Hayoit, R. Ferrier, A. Stevaux, B. Wynants et du Père Abbé de Montserrat
- le volume 200 frs

Tome 2 : Jalons pour une histoire religieuse de la Wallonie, Ed. Vie Ouvrière, 184 pages

Contributions de J.E. Humblet, J.F. Gilmont, A. Lemeunier, O. Henri-vaux, J. Pirotte
- le volume 200 frs

Racines chrétiennes de la Catalogne, par les évêques catalans, 1987, 24 pages

- l'exemplaire 40 frs

Funérailles de wallons, 1987, 20 pages.

- l'exemplaire 30 frs

Sur les prolégomènes de l'assemblée interdiocésaine Wallonie-Bruxelles: **Bulletins d'Eglise-Wallonie** de février 93 (n°5) et de mai 93 (n°6)
- le n° 30 frs.

Envoi contre versement au compte
001-1611052-55 d'Eglise-Wallonie,
Louvain-la-Neuve

CULTURES ? CONCILIER ENRACINEMENT ET UNIVERSALISME

Par Jean-Emile Humblet



LE SENS DES MOTS

A la fin du siècle dernier, un long échange épistolaire opposait Maurice Barres et André Gide. Le premier prenant l'exemple de l'épicéa des Vosges ne pouvant être un bois fort et exportable que grâce à ses racines, le deuxième répliquant en terme d'humanisme indéterminé, sans limites et sans normes. On sait à quels excès ces visions monolithiques ont conduit l'un et l'autre.

Au contraire, dans son tout récent ouvrage "Terre-Patrie", Edgar Morin souligne que, dans chaque homme, il y a généralité et individualité; c'est dans cet esprit, selon lui, que le jardin du monde demande à être cultivé! Dans le même sens, dans notre "Petit livre du jeune wallon", nous citons les lignes suivantes de Jean Ladrière : "C'est nécessairement à partir d'une culture donnée que l'on peut s'ouvrir à d'autres cultures (...). Il n'y a pas de langue absolue, de culture en soi, de forme universelle; il y a un privilège de la langue maternelle".

Voilà donc qui rejoint la dialectique des complémentarités, chère à J.J. Proudhon; et, et, contraire aux syllogismes classiques des ou, ou, des exclusives. De plus, dans cette voie, Charles Péguy montrera que les sensibilités, les cultures comptent plus que les institutions.

Nous aurons terminé de poser brièvement les fondements des relations entre personnes et entre peuples, donc des Droits de l'homme et des peuples, en soulignant la distinction entre Nation, Etat, patrie et ethnie. La Nation est plus historique, plus vaste, plus "de volonté" que l'Etat, tandis que les traits culturels objectifs, sont plus présents dans l'ethnie. Le terme de patrie, "pays des pères", est le plus subjectif; le plus souvent, il fait penser au village, à la région, à la vallée, de même dialecte; mais il y a d'abord l'Etat, avec sa force militaire répressive et son rôle emblématique. L'Etat qui tente

souvent de faire croire qu'il ne fait qu'un avec la Nation et la Patrie. Au fil des siècles, il y arrive souvent; même les régionalistes occitans ou bretons acceptent l'appartenance à "la Nation française" et l'Etat fait d'eux des citoyens... mais ils gardent leur patrie : pays bigoudin, Savoie ou Roussillon.

Il est aussi des Nations sans Etat: les Kurdes, les Sardes, cas différents de celui des Catalans ou des Basques, semi-Etats dans un cadre fédératif.

DOMINANTS ET DOMINÉS

Avant d'en venir au problème de l'immigration et de l'interculture, soulignons deux réalités fondamentales qui ont échappé aux auteurs du rapport Culture préparant la journée Passeport 2000 : dans tout Etat pluri-national ou pluri-ethnique, la Nation dominante ou l'ethnie dominante tente de conquérir l'Etat, de le dominer pour subordonner les autres : ainsi ont agi ou agissent les Serbes en Yougoslavie, les Britanniques au Canada, les Roumains en Transylvanie, les Flamands en Belgique...

En deuxième lieu, on n'y met pas en cause les Etats-Nations mais l'on critique les minorités qui se défendent ou se révoltent contre l'oppression. Bien des esprits lucides et critiques à propos, hier et parfois aujourd'hui, du colonialisme de l'Europe par rapport à l'Afrique ou des Etats-Unis par rapport à l'Amérique latine ne voient pas le colonialisme politique, économique, linguistique interne à la Russie, à l'Italie, à la Suisse, à la France. Etats dits souverains innocents? Mais groupes identitaires en révolte nécessairement coupables? Contrairement à ce qui est affirmé dans le dit rapport (page 2), prise de conscience de son identité ne veut pas nécessairement dire repli sur soi; cela peut conduire à l'ouverture. Pourquoi déplorer l'implosion de la Tchécoslovaquie sans la moindre effusion de sang comme si un Etat artificiel créé en

Né à Liège en 1920, sociologue de formation, ancien dirigeant de la J.E.C., de la J.U.C. et du M.I.E.C., ancien sénateur, le professeur Jan-Emile Humblet a enseigné aux universités de Nice, de Mons et à l'I.C.H.E.C. Il a fondé le mouvement Eglise-Wallonie et l'association Autonomie et Pluralisme.

1919 devait subsister à jamais malgré les profondes différences géopolitiques et historiques de ses composantes?

Certes de graves critiques peuvent être faites au mouvement flamand et par la gestion de la Flandre aujourd'hui, marquée par l'intolérance vis-à-vis de ce qui est français. C'est le cas à l'église, dans les entreprises, dans la vie administrative, dans la rue. Peut-on considérer que l'école flamande, que la presse flamande, que les hommes politiques flamands ne sont pas ouverts sur le monde, sur les expressions culturelles diverses, sur l'Europe? Non, mais le "mal" est dans le double langage. Qui sait qu'en 1986, le congrès du CVP, parti de MM. Tindemans, Martens, Dehaene, Eyskens - comme par hasard de quatre premiers ministres successifs - votait unanimement ce qui suit : "les chrétiens-démocrates sont convaincus qu'une Belgique adaptée dans un sens fédéral, ET A TERME L'EUROPE, peut offrir un cadre dans lequel la Communauté flamande puisse pleinement s'épanouir".

"Le parti social-chrétien veut aussi, avec l'acharnement nécessaire, promouvoir la spécificité flamande et donner une dimension concrète au droit d'autodétermination de la Flandre". Serait-ce terrible sous l'angle des valeurs chrétiennes et humanistes que la Belgique implosât au profit d'une Europe forte? Et le Québec? En vingt ans d'affirmation de soi, loin de se replier sur lui-même, tout en prenant conscience de son rôle dans la francophonie mondiale, il a maintenu des échanges économiques avec les Etats-Unis mais développé ses relations économiques avec l'Europe aux dépens des échanges avec le reste du Canada. Est-ce du repli sur soi que de vouloir mettre fin à deux siècles et demi de dur colonialisme interne britannique, de déportations, de mépris, des hommes, de leur Eglise et de leur langue.

La dialectique du "et, et" devrait conduire à des recommandations différentes aux Flamands et aux Wallons; à ceux-ci, il faut parler de l'atout de leur appartenance à la francophonie internationale, de la nécessité de s'ouvrir d'abord sur l'Europe et sur le monde et du rôle désormais plus limité de l'Etat-nation Belgique, pris entre ses composantes régionales internes et l'Europe;

aux Flamands, il faut rappeler que les évolutions et les révolutions doivent se conduire dans le plein respect de ses voisins et de ses minorités internes.

Etrange cas belge illustré par la composition et par les rapports du Commissariat royal à la Politique des Immigrés : alors que la Flandre compte 5 % d'immigrés, c'est-à-dire 32 % de ceux du Royaume, elle investit à fond dans ce domaine, exigeant les principales fonctions au Commissariat; la Wallonie compte 12 % d'immigrés, c'est-à-dire 44 % de ceux du Royaume et, alors que l'intégration a été moins laborieuse chez elle, son profil est bas et elle tolère que le premier des Wallons y soit le cinquième dans la hiérarchie du Commissariat, et donc que dans la langue, les sources et les conclusions, le travail du Commissariat soit biaisé à ses dépens, comme nous l'expliquons par ailleurs dans notre brochure des éditions Coqs d'Aousse de Charleroi : "Wallons et immigrés, partenaires pour demain". Le rapport Cultures pour l'assemblée interdiocésaine ne dit rien de tout cela. Il est vrai que la Belgique est un très rare cas où le groupe dominant flamand met en cause la survie de l'Etat bien plus que la minorité wallonne qui semble espérer entrer dans l'avenir à reculons.

INTERCULTURE

Et les immigrés, aujourd'hui, chez nous? Tout d'abord, ils semblent partager, comme un peu partout dans le monde, au Québec, en Catalogne, etc., la survalorisation de l'Etat aux dépens des Régions.

Voyez-vous, il faut comprendre: l'Etat, c'est la police et c'est la citoyenneté; et pourtant où se fait l'intégration? Grâce à quoi est-elle positive : au travail, à l'école, au quartier. Des générations de Flamands sont devenus "de Wallonie", par le travail des champs, de la mine ou du laminoir, parfois y apprenant le wallon, et pas le français; la vie de quartier ou de village a eu le même effet, surtout pour les femmes, de même que l'église; ensuite se sera le cas de trois générations de Vénitiens ou de Calabrais et de nombre de Polonais et de bien d'autres; le rôle de l'école locale est, lui, évident et combien d'enfants ne deviennent-ils pas les "maîtres" de leurs parents moins instruits? Tout cela n'a rien de

stato-belge et pourtant la formule est, pour les uns et les autres : "Belges et immigrés"! Pourquoi pas "Flamands et immigrés" ou "Wallons et immigrés"? Au contraire, on n'imagine guère de parler de "Liégeois et immigrés" ou "Namurois et immigrés", précisément parce que l'on devient Namurois avec les Namurois bien avant de se sentir Wallon, ni d'avoir le statut de "Belge"...

L'Europe actuelle est le produit de stocks successifs de populations immigrantes et, tout en prenant et en apprenant le patrimoine de la population locale, chaque groupe communique certaines de ses spécificités: apports linguistiques, religieux, culinaires, vestimentaires. N'est-ce pas un élément d'ouverture et d'enrichissement? Toutefois, pour que ce soit le cas, il faut éviter les ghettos, ghettos des anciens ou des nouveaux. De surcroît, une population enracinée mais ouverte, "et, et", facilitera davantage l'intégration qu'une population invertébrée.

En l'an 2000, l'interculture sera autant une nécessité qu'un devoir; nous disons bien l'interculture entre les anciens et les nouveaux habitants: préceltes, Celtes, Romains, Germains, Espagnols, Polonais, Italiens, Arabes, Berbères, Kurdes, Turcs, etc. même si des éléments: langue française, christianisme,... ont plus de poids que d'autres.

Racines et ouverture: double nécessité pour la société civile et pour la société religieuse; pas d'Eglise ouverte sans respect des diversités, partout et pas seulement au profit des aborigènes d'Australie; pas d'Eglise évangélique si elle cautionne les Etats-Nations oppresseurs des minorités et des marginaux nationaux ou étrangers.

Toute cette démarche exige beaucoup de sagesse, une difficile sagesse et beaucoup d'altruisme, un difficile altruisme individuel et collectif.

Enfin condamner sans appel les Etats - le plus froid des monstres de Nietzsche - les Nations, les ethnies parce qu'ils sont susceptibles d'abus; de lourds abus équivaldrait à détruire toutes les Eglises et religions, parce qu'elles connaissent l'intégrisme, ou toute l'humanité, parce que l'homme est pécheur! ■

Surprise, en visitant l'exposition "La mémoire retissée" sur cent ans d'immigration en Belgique :

Ewaré*

Au meur, gn-a dès portraits d'ovris
 D'èwou ç' qu'is vègnent ?
 Gn-a dès polonès èt dès-italiens
 Gn-a dès turcs, dès grès, dès marocains
 Et co bran.mint d's-ôtes

Dji rawaite

Dès ovris rauyis fou d'leûs cayaux
 fou d'leû solia
 Po sayi di s'riplanter su lès tèris
 d'après nos-ôtes

Dji rawaite

Et tot d'on côp
 Gn-a on portrait qui m'rawaite
 Mins d'èwou ç' qu'i vènt, ci-t-la ?

Ci-t-la ?
 Bèn... ç'èst mi!
 C'èst m'portaît dins on murwè

Et dji m'rawaite one miète èwaré

Mins d'èwou ç' qu'i vènt, ci-t-la ?

Joseph DEWEZ

* Inédit

Egaré

Au mur, des photos d'ouvriers
 D'où viennent-ils ?
 De Pologne et d'Italie
 De Turquie, de Grèce, et du Maroc
 De beaucoup d'autres pays encore

Je regarde

Des ouvriers arrachés
 à leurs maisons ensoleillées
 Pour tenter de reprendre
 racines sur nos terils

Je regarde

Tout à coup
 Voilà un visage qui me regarde
 Mais d'où vient-il, celui-là ?

Celui-là ?

Mais, c'est moi!
 Mon visage dans un miroir

Et je me regarde, quelque peu hagard

Mais d'où vient-il, celui-là ?

Le mot d'ordre général de Passeport 2000 est "La foi déplace nos frontières". Nous avons demandé à un certain nombre d'acteurs, concernés par l'assemblée interdiocésaine, ce que signifiait pour eux cette phrase. Certains ont bien voulu y réfléchir. Voici leurs réponses.

Un responsable du Levain

Je vois un beau geste d'accueil : quelqu'un qui ouvre largement les bras aux dimensions du monde.

Je rêve de Chrétiens qui tournent le dos aux multiples mesquineries et divisions.

Rêve réalisable par la foi en un Dieu voulant des hommes debout et accordant sa préférence aux petits.

Comment ?

En reculant les frontières que nous avons placées individuellement ou en groupe :

- par la destruction des subtiles classifications et exclusions de notre esprit,
- par l'échange avec les autres souvent si différents,
- par l'action au travail ou dans nos groupements en laissant à chacun la possibilité d'être lui-même.

Stephan Grawez, Secrétaire Général du Conseil de la Jeunesse Catholique (C.J.C.)

Le mot d'ordre "La foi déplace nos frontières" est original, même s'il évoque directement le fameux "la foi soulève les montagnes". Le slogan de l'Assemblée Interdiocésaine y gagne cependant. Il remplace une vision "énergique" de la foi, prête à tout, par une conception plus diffuse et plus humble de la foi : une foi qui nous invite à un déplacement, un décentrement. Il évoque une invitation à faire des pas "vers" et "dans" le monde, pour aborder les questions brûlantes d'aujourd'hui. Une occasion d'apprécier le rôle et la place que les chrétiens peuvent tenir dans la société actuelle, sans modèles hérités du passé ni de volontés de conquête(s).

Mais si l'on veut déplacer ses frontières, il faut aussi modifier ses repères, aller de l'avant. Il s'agit là d'une démarche difficile, longue et discrète. Et qui paraît difficile à l'Eglise d'aujourd'hui.

Certes, si le slogan est prometteur, le projet d'Assemblée Interdiocésaine semble avoir mis de côté l'exigence d'une telle démarche. Une telle "première" aurait pu "déplacer nos frontières" aussi à l'intérieur de l'Eglise. On peut donc regretter que dans une Eglise plurielle et ouverte, le débat interne n'ait pas trouvé place parmi les thèmes proposés. De nombreux exemples, où le centralisme romain est mis en cause, montrent que l'Eglise doit se parler à elle-même pour s'imprégner de la culture démocratique moderne et permettre que les questions de tous les jours soient débattues. Mais les réponses aussi sont à débattre et non à imposer, sinon nous risquons seulement de "juxtaper nos frontières".

Jean Verjans, membre du Comité d'Eglise-Wallonie

La foi en Dieu, père de tous les hommes et en Jésus, son fils devenu homme, nous amène à aller au delà de notre territoire habituel : notre paroisse, notre pays, notre milieu...

Elle nous entraîne à vivre avec et pour les autres, à les regarder comme frères et à agir en conséquence.

La place des chrétiens est dans le monde : ils sont appelés à être le levain dans la pâte, levain de solidarité, de respect, de tolérance, d'espérance.

Déplacer nos frontières, c'est aussi sortir de nos habitudes, de notre conformisme, de nos manières de penser pour aller vers d'autres façons de juger les personnes, d'analyser et de travailler la société, de célébrer notre foi, de prier pour notre propre conversion, d'être à l'écoute des signes de notre temps.

Ces orientations conduisent à des attitudes concrètes dans des situations précises vécues dans notre monde (5 cités).

Georges Widart, membre du groupe des Prêtres Engagés Politiquement (P.E.P.)

FRONTIERES ? Lesquelles et à partir d'où ?

a) le mot "FRONTIERES" peut être diversement utilisé : par exemple, une ligne que l'on ne peut jamais enfreindre... (surtout en justice internationale, revue pourtant aujourd'hui quant au "droit d'ingérence"); cela me semble davantage un horizon à dépasser;

b) dans bien des domaines :

- économique, en refusant que les EXCLUS soient "hors frontière";
- politique, ne jamais s'enfermer dans un parti (clientélisme), mais être ouvert pour bien des formes de DEMOCRATISATION, inventons sans cesse;
- culturel, soyons ouverts à d'autres schémas de pensées : musulman, hindou, bouddhiste, ... en refusant l'intégrisme, la restauration, de l'ordre ancien, le fanatisme obscurantiste ...

c) la FOI m'apparaît comme une instance personnelle d'interpellation, de questionnement, de mise en question des FRONTIERES, des limitations, des barrières, des interdits, des blocages... que nous avons créés tout autour de nous, souvent par SECURITE, et elle opère un déplacement des questions éthiques et philosophiques, et surtout des LIEUX de questionnement. Par exemple, si l'on considère le respect de la VIE, c'est tout différent si on le voit depuis Rome où Jean-Paul II écrit son "Veritatis Splendor", ou bien depuis un Centre d'obstétrique où une femme se déclare enceinte et hésite à engager une maternité; ou encore, en ce qui concerne l'annulation de la dette Tiers-Monde, les points de vue diffèrent si on se met du côté du "Club des Sept" ou du côté des Indiens du Chiapas qui revendiquent le Droit à la Terre. ■

DES PROPOSITIONS DE FORMATION THEOLOGIQUE DANS LE DIOCESE DE NAMUR - LUXEMBOURG

ANDENNE Formation Emmaus

L'Eglise et les femmes, hier, aujourd'hui, demain, par Alice Dermience (3 soirées)
Dates : 10, 17, 24 novembre 1994 de 19h45 à 22h00
P.A.F. : 100 F par soirée - Etudiants : 80 F
Adresse : Relais du Port, rue du Rivage 38 à Seilles

Jésus-Christ et le monde actuel, par Thierry Tilkin (3 soirées)
Dates : 19, 26 janvier et 2 février 1995 de 19h45 à 22h00
P.A.F. : 100 F par soirée - Etudiants : 80 F
Adresse : Centre paroissial, rue Camus 62 à Andenne

Evangelies, chemin de lecture, par Camille Focant (3 soirées)
Dates : 9, 16, 23 mars 1995 de 19h45 à 22h00
P.A.F. : 100 F par soirée - Etudiants : 80 F
Adresse : Centre paroissial, rue Camus 62 à Andenne

BASSE-SAMBRE Présence aux immigrés en Basse-Sambre

Chrétiens et musulmans : vivre ensemble aujourd'hui, par Ahmed Mahfoud, professeur de religion islamique et Philippe Goffinet, théologien catholique
Dates : 7 et 14 novembre 1994 de 19h30 à 22h00
P.A.F. : 50 F
Adresse : Salle "Le perchoir" rue A. Meilleur (près de l'église) à Moignelée
Renseignements : B. Vandebulcke, rue du Manant 15 à Spy (Tél. : 071/78.53.41)

Conférence de carême sur l'Ancien Testament par André Wénin, bibliste
Dates : 6, 17, 20, 27 mars 1995
Thème et lieux à préciser
Renseignements : Abbé R. Forthomme, rue du Pont à Biesmes 2 à Auvélais (Tél. : 071/77.14.56)

LIBRAMONT Fo.Ce.Lux.

Création et violence. Une autre façon de lire la Bible et la vie, par André Wénin, bibliste
Dates : 15 et 29 septembre, 13 et 27 octobre, 17 novembre et 1er décembre 1994
P.A.F. : 600 F pour la session complète, 100 F par soirée; moitié prix pour les étudiants
Adresse : Institut Saint-Joseph (Enseignement Secondaire) rue Bonance à Libramont

Renseignements : R. et L. Frankard (Tél. : 061/41.13.58)
Inscriptions : J.-L. Gouverneur, rue Docteur Hanozet 8 à Neufchâteau (Tél. : 061/277235).
Compte : 792-5692034-29 - Fo.Ce.Lux

MALONNE Le R'Atelier

L'Eglise, hier et aujourd'hui, par Philippe Goffinet, théologien
Dates : 17 et 24 novembre, 1, 8 et 15 décembre 1994 de 20h00 à 22h00

La prière dans la relation à dieu : un chemin de fécondité, par Monique Foket et Pierre de Loch
Dates : 9, 16, 23 et 30 mars 1995 de 20h00 à 22h00

P.A.F. : 500 F pour chacune de ces formations
Monastère Clarté Notre-Dame - Soeurs Clarisses - rue des Monastères 41 à Malonne
Renseignements et inscriptions : P. Sohy, rue du Bransart 65 à Malonne. Compte : 088-2131786-12 - "Le R'Atelier" - Malonne

MARCHE Le Levain

Amérique, Afrique, Asie, Europe. De quel Dieu parle-t-on ?, par l'Abbé Maurice Cheza, professeur à la Faculté de Théologie de l'U.C.L. (6 soirées)
P.A.F. : la participation aux frais est libre et peut se faire à l'entrée ou au compte 088-2132950-12 du Levain, place de l'étang 11b/bte 22
Adresse : Institut Notre-Dame, rue Nérette 2 - Salle Aquarium (accessible aux handicapés) à Marche-en-Famenne
Renseignements : P. et F. Poncin, rue du Village 55 à Heyd (Tél. : 086/49.94.34)

NAMUR La Luciole

Dogme, par José Reding, théologien
Dates : le mercredi de 17h00 à 19h00, du 8 septembre au 22 décembre, sauf le 3 novembre

Morale Fondamentale, par Philippe Goffinet, théologien
Première partie : les fondements de la morale
Deuxième partie : certaines questions actuelles : procréations assistées, fin de vie, enjeux économiques.
Dates : 11, 18 et 25 janvier; 1, 8, 15 et 22 février; 8, 15, 22 et 29 mars; 5 et 12 avril; 3 mai 1995, de 17h00 à 19h00

P.A.F. : 2000 F pour chacune de ces formations

Adresse : Institut Technique, rue Asty Moulin 60 à Namur
Renseignements et inscriptions : V. Kinet, rue St-Martin 26 à 5000 Namur (Tél. : 081/22.17.84).
Compte : 068-2125474-37 - Luciole Floreffé

NAMUR Le Sarment

Programme des formations, année 1994-1995 (sous réserve)

1. Cours
 - Les grands courants de la pensée contemporaine
 - Chances et risques pour la démocratie dans les sociétés occidentales
 - Synthèse du message chrétien : thèmes majeurs de la foi chrétienne
 - L'ancien testament : un livre "sacré", mais sujet à interprétation. Approche oecuménique : regards juif et musulman
 - D'une mode écologique à une éthique
 - Les paraboles évangéliques
 - Les ministères dans l'Eglise d'aujourd'hui / Femmes et ministères dans l'Eglise d'hier. Approche oecuménique : regard protestant
 - Grâce, péché : quelles images de Dieu
 - L'Eglise depuis les mutations sociales du XIX siècle (Rerum Novarum) jusqu'au concile Vatican II
 - Le sens à l'épreuve de l'autre

2. Cycle de conférences ayant comme thème général "Une morale au risque de l'Evangile"

3. Journées sur le thème de la Paix

Renseignements : Le Sarment, rue St-Nicolas 84/Bte 9 - 5000 Namur (Tél. : 081/73.70.27). Compte : 034-1565040-07.

DEVENIR ANIMATEUR, ANIMATRICE DE SENS ET DE FOI ?

Une formation y prépare! Un brevet la reconnaît!

- La formation s'adresse à des animateurs d'organisation de jeunesse à partir de 18 ans ou à des responsables et des accompagnateurs adultes.
- D'une durée de 75 heures étalées en deux ans, cette formation aborde des contenus (la question de Dieu, fêtes et célébration...) articulés à une pratique de terrain.
- Au terme de la formation, un brevet reconnu par l'Eglise diocésaine est délivré par l'I.C.C. (organe de formation du Conseil de la Jeunesse Catholique).
- Renseignements : Laurence Marchal, I.C.C., rue Belliard 23 - 1040 Bruxelles (Tél. : 02/230.32.83).

La Jeunesse Etudiante Chrétienne dans l'Enseignement Supérieur a pour objectif de favoriser, parmi les étudiants, une réflexion critique sur la situation d'étudiant ici et ailleurs, de susciter une prise de responsabilité dans l'école, la fac, la société. Subjectif est la Lettre d'analyse et d'information de la JEC SUP.

Abonnement à la revue : 250 F (abonnement de soutien à 500F), à verser au compte n° 000-0676402-21 de la JEC SUP avec la mention "abonnement".

La Fondation Elie Baussart a pour objectif de faire mieux connaître la vie et la pensée d'Elie Baussart, le professeur, l'humaniste, le démocrate, le wallon, le pacifiste, le chrétien, et de poursuivre aujourd'hui dans la même perspective l'éclairage qu'il a donné aux faits de son temps.

Eglise-Wallonie est née en 1983 de la prise de conscience du besoin d'adaptation de l'Eglise à l'évolution sociologique, institutionnelle et pastorale de la Wallonie. L'association s'adresse à tout le peuple de Dieu ainsi qu'aux responsables de l'Eglise en Wallonie.

Rédaction de ce numéro :

Comités de rédaction de Subjectif, du Bulletin d'Eglise-Wallonie et du Bulletin de la Fondation Baussart

Réalisation technique :

A.-M. de la Fuente, M. Trenson, M.-D. Zachary

Editeur responsable :

M.-D. Zachary,
rue du Marteau 19 - 1040 Bruxelles

Contacts :

JEC SUP - rue du Marteau 19 - 1040
Bruxelles - Tél. : 02/217.62.15
Fondation Baussart - ancienne abbaye de
Soleilmont - 6060 Gilly - Tél. :
071/38.91.42
Eglise-Wallonie - Verte Voie 20 - 1348
Louvain-la-Neuve

Nous remercions Monsieur Joseph Dewez de nous avoir donné l'autorisation de reproduire quelques uns de ces textes.

Avec le soutien de la Communauté française et de la Province du Brabant

SOMMAIRE

Pour une Eglise dans la société wallonne

Editorial	p. 1
Pourquoi une Assemblée Interdiocésaine Wallonie-Bruxelles par Geneviève Ryckmans	p. 4
«Les oeillets ont dû s'ouvrir quelque part» par Gabriel Ringlet	p. 5
<i>Emploi</i>	
Mondialisation de l'économie, enjeux de l'emploi une conférence de Riccardo Petrella	p. 6
Emploi, chômage et crise économique par Yves Wézel et Luc Vandendorpe	p. 8
<i>Nord-Sud</i>	
Le Nord, le Sud, approche linguistique par Christine Bomboir	p. 12
Réflexions à propos du concept Nord-Sud	p. 15
<i>Environnement</i>	
Environnement et aménagement du territoire en Wallonie par Luc Maréchal	p. 16
<i>Sciences</i>	
Passeport 2000 : les sciences, leur enseignement et l'alphabétisation scientifique et technique par Gérard Fourez	p. 22
<i>Cultures</i>	
Les langues et les cultures régionales de Wallonie dans la vie spirituelle un extrait du projet culturel de l'Union Culturelle Wallonne	p. 25
Cultures ? Concilier enracinement et universalisme par Jean-Emile Humblet	p. 27
«La foi déplace nos frontières» : qu'entendez-vous par là ?	p. 30
Des formations sous forme de propositions	p. 31
Avec des poèmes de Joseph Dewez	